

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1298

24 juin 2010

SOMMAIRE

Ak Bars Finance S.A.	62293	Munster	62260
Albanel S.A.	62295	Natal S.à r.l.	62295
Amadelux International S.à r.l.	62303	Palmolux Investments S.à r.l.	62258
Ayala	62293	Paust SCI	62260
Brownstone Holdings S. à r.l.	62293	PromoWallis	62298
Eclogan S.A.	62294	Recylux Group S.A.	62296
European Card Services (Holdings) S.à r.l.	62298	Renaissance Asset Managers Global Funds	62263
European Steelholding Corporation S.A.	62292	SEB Sicav 3	62259
European Testing Services (Holdings) S.à r.l.	62298	Silverex Holding S.A.	62259
France Property Holdco III S. à r.l.	62297	Simauchan Development S.A.H.	62296
FW Hungary Licensing	62258	Société Civile Immobilière Lambert Schroeder	62297
Go Ahead SA	62260	Sonara S.A.	62304
Immobilière de Sanem S.A.	62303	Springwater Holdings S.à r.l.	62300
ING PFCE Poland II S.à r.l.	62258	Stable II S.à r.l.	62260
ING PFCE Poland I S.à r.l.	62258	Stealth Investments S. à r.l.	62292
Kulczyk Real Estate Holding S. à r.l.	62300	Strategic Asset Management Group Hold- ing	62299
Lear East European Operations	62261	Sub Lecta 2 S.A.	62299
Lear Financial Services (Luxembourg) ...	62261	Sunhill Holdings S. à r.l.	62292
Lear (Luxembourg)	62261	TR International Finance S.à r.l.	62259
Lear West European Operations	62296	TR Marketing & Consulting S.A.	62298
Luxmade Kirchberg s.à r.l.	62262	T. Rowe Price (Luxembourg) Management Sàrl	62297
Mary S.A.	62294	Zenit Multistrategy Sicav	62262
Matric Invest s.à r.l.	62262		

FW Hungary Licensing, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 127.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2010.

Référence de publication: 2010059015/10.

(100073505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Palmolux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.315.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 26 avril 2010

1) Mr. Pietro LONGO a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.

2) Mr. Eric MAGRINI a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

3) Mr. Benoît NASR a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

4) M. Alex LEGRAND, administrateur de sociétés, né à Bruxelles (Belgique), le 31 mai 1977, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

5) M. Hans DE GRAAF, administrateur de sociétés, né à Reeuwijk (Pays-Bas), le 19 avril 1950, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

6) Mme Nancy BLEUMER, administrateur de sociétés, née à Doetinchem (Pays-Bas), le 30 novembre 1971, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 mai 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PALMOLUX INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010059158/24.

(100073580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

ING PFCE Poland I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.700.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2010.

Référence de publication: 2010059201/10.

(100073468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

ING PFCE Poland II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.701.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2010.

Référence de publication: 2010059202/10.

(100073496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

SEB Sicav 3, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 146.761.

—
EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 30 avril 2010, ont été nommés administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires en 2011:

Monsieur Kjell Norling avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, 8 Sveavägen, président

Madame Marie Winberg avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, 8 Sveavägen,

Madame Barbro Lilieholm avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, 8 Sveavägen

Monsieur Rudolf Kömen avec adresse professionnelle à L-1347 Luxembourg, 6a, Circuit de la Foire Internationale.

A été nommé réviseur d'entreprise agréé pour la même période:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010059170/18.

(100073559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Silverex Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 121.259.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 11 mai 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc KOEUNE

- Monsieur Michaël ZIANVENI

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS

- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010059172/18.

(100073628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

TR International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 400.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 138.413.

—
EXTRAIT

L'associé de la société, Thomson Reuters Plc, une société de droit anglais ayant son siège social au 33 Aldgate High Street, 2nd Floor, Aldgate House, London EC3N 1DL, et immatriculée auprès de la Companies House sous le numéro 6141013, a changé sa dénomination sociale en Thomson Reuters UK Limited en date du 16 octobre 2009.

Thomson Reuters UK Limited a cédé la totalité de ses parts sociales dans la société en date du 18 décembre 2009 à Thomson Reuters Finance S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45994.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TR International Finance S.a r.l.

Référence de publication: 2010059181/18.

(100073557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Paust SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3473 Dudelange, 13, An der Foxenhiel.
R.C.S. Luxembourg E 221.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2010.

Référence de publication: 2010059205/10.

(100073587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Stable II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 137.134.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Rambrouch, le 26 mai 2010.

Référence de publication: 2010059207/10.

(100073636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Munster, Société Anonyme.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 5-7, rue Munster.
R.C.S. Luxembourg B 19.885.

Extrait de conseil d'administration du 20 octobre 2009

Il résulte du procès verbal du Conseil d'Administration du 20 octobre 2009, la nomination de Monsieur Bob KNEIP, né le 23 avril 1962 à Luxembourg, demeurant à L-1727 Luxembourg, 25, rue Arthur Herchen, à la fonction d'Administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de l'année 2012.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010066956/14.

(100063951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Go Ahead SA, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 149.908.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire du 19 avril 2010*

Première résolution

L'Assemblée après avoir délibéré décide à l'unanimité la révocation de Monsieur Philippe LEPRETRE de ses mandats d'Administrateur Unique et ce à effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité d'appeler à la fonction d'administrateur unique Monsieur Fernand BLUM, demeurant L-7381 Bofferdange, 31, Cité Roger Schmitz et ce à compter du 19 avril 2010 jusqu'à la l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Signature / Signature / Signature

Le président / Le scrutateur / La secrétaire

Référence de publication: 2010066988/20.

(100064482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Lear (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 186.115.800,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 98.070.

—
- L'adresse des Gérants de catégorie A suivants est modifiée comme suit:

Monsieur Robert Hooper, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Monsieur Paul Jefferson, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart F-78941 Vélizy Cedex

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour LEAR (LUXEMBOURG)

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010066965/18.

(100063714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Lear Financial Services (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 97.806.

—
- L'adresse des Gérants de catégorie A suivants est modifiée comme suit:

Monsieur Robert Hooper, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Monsieur Paul Jefferson, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour Lear Financial Services (Luxembourg)

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010066966/18.

(100063713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Lear East European Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.499.200,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 100.647.

—
- L'adresse des Gérants de catégorie A suivants est modifiée comme suit:

Monsieur Robert Hooper, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Monsieur Paul Jefferson, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart F-78941 Vélizy Cedex

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour Lear East European Operations

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010066967/18.

(100063711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Matric Invest s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8120 Bridel, 31, rue Biergerkraeiz.
R.C.S. Luxembourg B 143.178.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 6 mai 2010

L'associée unique de la société à responsabilité limitée MATRIC INVEST SARL, susvisée, a pris, en date du 6 mai 2010, la résolution suivante:

La démission de Monsieur Eric STAEL de son mandat de gérant de la société est acceptée.

Par conséquent, Monsieur Mathieu DEBEAUMONT, demeurante L-2163 Luxembourg, 11a, avenue Monterey, devient gérant unique de la société, laquelle, conformément à l'article 8 des statuts, sera gérée par son gérant unique qui dispose dorénavant d'un pouvoir de signature individuel.

L'associée unique, MD'S INVEST SARL
Mathieu Debeaumont / Marie-Lies Desod
Gérant / Gérante

Référence de publication: 2010066957/17.

(100063958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

LMK s.à r.l., Luxmade Kirchberg s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8120 Bridel, 31, rue Biergerkraeiz.
R.C.S. Luxembourg B 142.976.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 6 mai 2010

L'associée unique de la société à responsabilité limitée LUXMADE KIRCHBERG s.à r.l., susvisée, a pris, en date du 6 mai 2010, la résolution suivante:

La démission de Monsieur Eric STAEL de son mandat de gérant administratif de la société est acceptée.

Par conséquent, Monsieur Mathieu DEBEAUMONT, demeurant à L-2163 Luxembourg, 11A, avenue Monterey, actuel gérant technique, devient gérant unique de la société, laquelle, conformément à l'article 8 des statuts, sera gérée par son gérant unique qui dispose dorénavant d'un pouvoir de signature individuel.

LUXMADE KIRCHBERG SARL
L'associée unique
Mathieu DEBEAUMONT
Gérant

Référence de publication: 2010066958/18.

(100063960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Zenit Multistrategy Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 121.973.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 29 avril 2010.

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Marco Simion, Marco Rosati, Alain Léonard, Régis Leoni and Donald Villeneuve en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011,

2. de réélire Deloitte SA en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 3 mai 2010.

Pour Zenit Multistrategy Sicav
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliataire
Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH
Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010066955/19.

(100063747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Renaissance Asset Managers Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 153.629.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the ninth day of June
Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Renaissance Investment Management (UK) Limited, having its registered office at One Angel Court, Copthall Avenue, London, EC2R 7HJ, United Kingdom, represented by Jean-Baptiste Juvin, Maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 9 June 2010.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

This appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

ARTICLES OF INCORPORATION

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "RENAISSANCE ASSET MANAGERS GLOBAL FUNDS" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the law of 20 December 2002 regarding collective investment undertakings (the "Law"), as may be amended from time to time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The capital subscribed must reach the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The Board is authorised without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article 24 herein at the net asset value (the "Net Asset Value") or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article 23 herein without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for any such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

These shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 herein in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities or other assets, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the offering documents. For the purpose of these Articles, any

reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in USD, be converted into USD and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare consolidated accounts in USD.

The general meeting of holders of shares of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 30 herein, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of that class and refund to the holders of shares of that class the full Net Asset Value of the shares of the class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of any such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to Article 6 herein). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to the class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law (or another undertaking for collective investment as described below and within the limits described below), against issue of shares of any such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned. Such a class meeting may also resolve to reorganise one class of shares by means of a division into two or more classes in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law (or another undertaking for collective investment as described below and within the limits described below).

Any such decision will be published (or notified as the case may be) by the Company and the publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Any such publication will be made in accordance with applicable laws and regulations. There shall be no quorum requirements for the class meeting deciding upon a consolidation (or reorganisation) of several classes of shares within the Company and any resolution on this subject may be taken by simple majority. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution (or reorganisation) of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law shall not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority. An amalgamation (or reorganisation) of a class of shares of the Company with a class of another undertaking for collective investment offering equivalent protection to that offered to the shareholders in the Company will not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority subject to regulatory approval. An amalgamation (or reorganisation) of a class of the Company with another Luxembourg or foreign-based undertaking for collective investment not offering equivalent protection requires the unanimous consent of the holders of all shares of the class concerned then outstanding or alternatively any such contribution will only be binding on shareholders of the relevant class or classes having expressly agreed to the contribution, as far as any such operation is allowed by applicable laws and regulations and subject to regulatory approval.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares, its liquidation, its reorganisation or its contribution into another class of shares of the Company, if the Net Asset Value of the shares of any such class falls below the amount of USD 10 million or its equivalent in another currency, or any such other amount as may be determined by the Board from time to time to be the minimum level for assets of that class to be operated in an economically efficient manner and as disclosed in the offering documents of the Company, or if any economic or political situation were to constitute a compelling reason for any such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class.

The decision of the compulsory redemption, liquidation or the contribution to another class of shares will be published (or notified as the case may be) by the Company in accordance with applicable laws and regulations. Unless the Board decides otherwise, in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the offering documents of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide to:

- i) merge any class of shares with one or more other classes of shares;
- ii) merge any class of shares into another collective investment undertaking governed by Part I of the Law; and/or
- iii) merge any class of shares into another collective investment undertaking offering equivalent protection to that of an undertaking for collective investment subject to Part I of the Law. Any such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. In the case of contribution to another collective investment undertaking not offering equivalent protection to that of an undertaking for collective investment subject to Part I of the Law, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide on the reorganisation of one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company. Any such

decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new classes.

Any assets not distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of any class of shares will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

Art. 6. The Board may decide to issue shares in registered or bearer form. In the case of bearer shares, the Company may consider the bearer, and in the case of registered shares, the Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders of the Company (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall not deprive any person of any right which it might properly have to request a change in the registration of its shares. In respect of bearer shares only, certificates will be issued in such denominations as the Board shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, no cost will be charged to him. In the case of registered shares, a shareholder will receive confirmation of his shareholding. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set out in Article 24 herein. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or confirmation of his shareholding, as may be applicable in the circumstances.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed to their mandated addresses in the Register of Shareholders or to any such other address as given to the Board in writing and, in respect of bearer shares, in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg law or upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for that purpose.

A dividend declared on a share but not claimed within a period of five (5) years from the payment notice given in respect of that dividend, cannot thereafter be claimed by the holder of that share and shall be forfeited and reverted to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company for that purpose, and any such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of the customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of instruments of transfer satisfactory to the Company without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. That address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that a shareholder does not provide an address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or any such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by that shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders free of charge and by means of a written notification to the Company at its registered office, or at any such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the fraction shall be entered into the Register of Shareholders, unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled. The holder of a share fraction shall not be entitled to vote in respect of that share fraction, but shall, to the extent that the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend or other distributions in respect of that share fraction. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

The Company will recognise only one (1) holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership of shares the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one (1) person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not limited to a bond delivered by an insurance company, as the Company may determine. On the

issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate of or a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

(a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority; or

(b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such a registration would or might result in that share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of that shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from any that shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of any such share is payable. Any such notice may be served upon that shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, the shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

(2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article 23 herein;

(3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to that person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of the price as aforesaid no person interested in the shares specified in the redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from any such bank as aforesaid.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in any such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the offering documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of Article 129 of the Law ("Institutional Investor(s)"), as may be amended from time to time. The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an

Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that such a class exists with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for the avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such a holding is the result of an error of the Company or its agents, or the Board will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set out in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such a transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon that transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or had failed to notify the Company of its loss of that status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at any other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 20th day of the month of April in each year at 11 a.m. and for the first time in 2011. If this day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders or class meetings may be held at any such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one (1) vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A shareholder who is a corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations, to the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If and to the extent required by Luxembourg law, the notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

Art. 13. The Company shall be managed by a board composed of not less than three (3) members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their general meetings for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such a vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board of Directors may establish from time to

time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast, or of the Directors present at any such meeting, respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for that meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set out in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing the waiver of each Director. A separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing another Director as his proxy in writing or by telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment.. One Director may represent one or more Directors. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication. Such means of communication must allow the Director(s) to participate effectively at the meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Any such meeting held at a distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by telefax.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at the meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors and circulated in original form or by telefax message or other electronic means. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The Board may, from time to time, appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of any such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of any minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by any two (2) Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets;
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board may decide that investments of the Company be made:

(i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law;

(ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another regulated market of

countries referred to under this item (iii), provided that any such market operates regularly, is regulated and is recognised and open to the public;

(iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that any such listing is secured within one (1) year of the issue; and

(v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set out by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide to invest, under the principle of spreading of risks, up to one hundred per cent (100%) of the net assets of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the offering documents of the Company or public international bodies of which one or more of such Member States are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold securities from at least six (6) different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent (30%) of the Company's total net assets.

The Company will not invest more than ten per cent (10%) of the net assets of any of its classes of shares in units or shares of undertakings for collective investment as defined in Article 41(1)(e) of the Law, as may be amended from time to time, unless the Company's offering documents foresee a derogation thereto.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt over-the-counter provided that, among other considerations, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, as may be amended from time to time, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

A "connected" person may not purchase, sell or lend securities (excluding the shares of the Company) as principal, or grant or receive loans, to or from the Company for its own account, unless the transaction is made within the restrictions set forth in these Articles or other regulations adopted by the Company, and either:

(i) in the case of securities, the price is determined by current publicly available quotations on internationally recognised securities markets or on an arm's length basis determined from time to time by the Board; or

(ii) in the case of loans, the interest rates are competitive in the light of those prevailing from time to time on internationally recognised money markets. For this purpose a "connected person" means any investment manager, any investment adviser, any custodian, any domiciliary agent, any transfer agent, any registrar and any authorised agents and any of their directors, officers or employees or any of their major shareholders (meaning a shareholder who, to the knowledge of the Board holds in his own or any other name, including a nominee's name, more than ten per cent (10%) of the total issued and outstanding shares or stock of any such company).

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article 25 herein, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Company while permitting a larger diversification of the investments, the Board may resolve that all or part of the assets of the Company shall be co-managed with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law, as may be amended from time to time, do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have a personal interest in any transaction of the Company, that Director or officer shall make known to the Board his personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction, and that Director's or officer's interest therein, shall be reported to

the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article 17, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or any such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Any such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the joint or single signature (s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by Article 113 of the Law, as may be amended from time to time. The auditor shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

The auditors in office may be removed by the shareholders on serious grounds.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set out by applicable law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company.

Any redemption request must be filed by the shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the offering documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (if nominative shares) and unmatured dividend coupons attached (if bearer shares). In the case of bearer shares, shareholders should at the time of making the redemption or conversion request arrange for delivery of the relevant share certificate(s) to the agent of the Company appointed for that purpose together with the relevant coupon.

The redemption price shall normally be paid not later than ten (10) bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 herein less a redemption charge, if any, as the offering documents may provide, any such price being rounded down to the nearest decimal and that rounding down to accrue to the benefit of the Company. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the offering documents.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of that class, the amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents, the Board may defer the excess redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the offering documents.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the offering documents.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes of shares of the Company. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the offering documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the offering documents.

Any such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 herein. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the offering documents as to, among other considerations, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the offering documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If a redemption or conversion or sale of shares were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then that shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of that class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten (10) bank business day period, the payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any shareholding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and published in the offering documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time generally at least twice monthly and subject to regulatory approval, at least once a month, as the Board may decide from time to time and as disclosed in the offering documents of the Company (every such day or time determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day")

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and/or the issue and/or redemption of the shares in any such class from its shareholder and/or conversion from and to shares of any such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other Regulated Market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed or during which dealings are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

(e) if the Company or a class of shares is being or may be wound up on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a class of shares is proposed;

(f) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; and/or

(g) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company) for such redemption or conversion as specified in Article 21 herein as well as to investors subscribing for shares. The Company may decide to publish any such suspension at its sole discretion.

Any suspension as to any class of shares will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to that class less the liabilities attributable to that class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of that Valuation Day adjusted by a sales commission, and/or redemption charge, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The Board may also apply a dilution adjustment as disclosed in the offering documents of the Company. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and other derivative instruments, warrants, units or shares of undertakings for collective investments and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- (e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making any such discount as the Company may consider appropriate in that case to reflect the true value thereof.
- (2) The value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the last available price at the closing of the relevant stock exchange or any other Regulated Market as aforesaid on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in on one or more than one stock exchange or any other Regulated Market, the Board shall make regulations for the order of priority in which such stock exchanges or other Regulated Markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.
- (3) If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities so traded or admitted where the last available price of which does not reflect their true value, the Board shall proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.
- (4) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in accordance with market practice as may be further disclosed in the offering documents of the Company.
- (5) Units or shares in undertakings for collective investment shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.

(6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

(7) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(8) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the respective classes of shares of the Company will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the custodian and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, director's fees and reasonable out-of-pocket expenses, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, and/or any other agent employed by the Company, fees related to listing the shares of the Company on any stock exchange, fees related to the shares of the Company being quoted on another regulated market, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses or any other offering documents of the Company, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operational expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodic character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of any such period.

In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (for instance avoidance of market timing practices), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing to adjust the value of the Company's assets, as further described in the offering documents of the Company.

C. There shall be established one (1) pool of assets for each class of shares of the Company in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to that pool subject to the provisions of this Article;
- b) where any asset is derived from another asset, that derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;
- c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool; and
- d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, that asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the Net Asset Value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

Upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If two or more sub-classes have been created within the same class of shares, as more fully described in Article 5 herein,, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to those sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class-specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such a pool and specific liabilities may be assumed on behalf of any such class or classes.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be attributable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class-specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

(1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

(2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

(3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to that class shall be reduced by the acquisition cost of the class-specific assets, the specific expenses paid on behalf of the class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of the class;

(4) the value of class-specific assets and the amount of class-specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of that specific share class.

E. For the purpose of determination of the Net Asset Value per share, the Net Asset Value attributable to each class of shares shall be divided by the number of shares of the relevant class issued and outstanding on the relevant Valuation Day. The Net Asset Value may be adjusted as the Board or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

F. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 herein shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which any such valuation is made, and from that time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on that Valuation Day as far as is practicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed ten (10) bank business days after the date on which the applicable subscription price was determined.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.

The subscription price (not including the sales commission, if any) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25.

1. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall at its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in any such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the offering documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned. In the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 23 herein, provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of any such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and terminate on the 31 December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and which shall terminate on the 31 December 2010. The accounts of the Company shall be expressed in USD or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 herein, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 herein being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, if so resolved by the Board in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in any such event, will, in respect of that class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set out above, of the shareholders of any such class.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in any such other currency as selected by the Board and may be paid at any such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be decided by the Board from time to time and published in the offering documents of the Company, and any such amount will automatically be reinvested.

Art. 28. The Company shall appoint a custodian which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company, and which shall hold the same itself or through its agents. The appointment of the custodian shall be on terms that:

(a) the custodian shall not terminate its appointment except upon the appointment by the Board of a new custodian; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the custodian except upon the appointment of a new custodian by the Company or if the custodian goes into liquidation, becomes insolvent or has a receiver of any of its assets appointed

or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the custodian is not terminated.

Art. 29. In the event of dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares to each class in proportion of their holding of shares in any such class.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to a vote in accordance to the said quorum and majority requirements, in respect of each such relevant class.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law, as may be amended from time to time.

Subscription and Payment

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price per share
Renaissance Investment Management (UK) Limited	310	EUR 100
Total	310	EUR 31,000

All these shares have been entirely paid up of by payments in cash, so that the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (€ 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Extraordinary general meeting

The single shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting:

Name	Profession	Professional Address
Ashar Qureshi	Executive Vice Chairman, Renaissance Group	One Angel Court, Copthall Avenue, London, EC2R 7HJ, United Kingdom.
Adrian Harris	Head of Distribution and Investor Relations, Renaissance Asset Managers	One Angel Court, Copthall Avenue, London, EC2R 7HJ, United Kingdom.
Hans Jochum Horn	Deputy Chief Executive Officer, Renaissance Group	10 Presnenskaya nab., Moscow, 123317, Russia.
Richard Goddard	Independent Company Director	19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
Marios Hadjiyiannakis	Head of the Cyprus Office, Renaissance Capital	27 Pindarou Street, 1060 Nicosia, Cyprus.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

Third resolution

The following is elected as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting:

Ernst & Young, 7 Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English followed by a French translation; on the

request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will at all times prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le neuvième jour du mois de juin.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Renaissance Investment Management (UK) Limited, ayant son siège social à One Angel Court, Copthall Avenue, London, EC2R 7HJ, United Kingdom, représentée par Jean-Baptiste Juvin, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 9 juin 2010.

La procuration prémentionnée, signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société anonyme qui sera établie à Luxembourg:

Art. 1^{er}. Il existe entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable, sous la dénomination de RENAISSANCE ASSET MANAGERS GLOBAL FUNDS (la "Société").

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision des actionnaires statuant conformément aux conditions requises pour la modification des présents statuts (les "Statuts").

Art. 3. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières de toute nature et autres actifs éligibles dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large permis par la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi"), telle que modifiée de temps en temps.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration (le "Conseil"), des filiales à cent pour cent, des succursales ou autres bureaux tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Si et dans la mesure où la loi le permet, le Conseil peut décider de transférer le siège social de la Société dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée de ce siège avec des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital de la Société est représenté par des actions sans mention de valeur nominale et sera à tout moment égal à l'actif net total de la Société tel que défini à l'article 23 des présents Statuts.

Le capital souscrit de la société doit atteindre l'équivalent d'un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 EUR) dans un délai de six (6) mois suivant l'agrément de la Société.

Le capital minimum de la Société sera le minimum prévu par les lois du Luxembourg.

Le Conseil est autorisé sans restriction à émettre à tout moment des actions entièrement libérées conformément à l'article 24 des présents Statuts, à la valeur nette d'inventaire (la "Valeur Nette d'Inventaire") ou aux Valeurs Nettes d'Inventaire respectives par action déterminées en conformité avec l'article 23 des présentes, sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre. Le Conseil peut déléguer à tout administrateur de la Société (un "Administrateur") ou fondé de pouvoirs dûment autorisé de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions et/ou d'effectuer ou de recevoir paiement du prix des actions, le tout dans le respect des limites imposées par la Loi.

Ces actions peuvent, au choix du Conseil, être de catégories différentes et le produit de l'émission des actions de chaque catégorie sera investi, conformément à l'article 3 des présents Statuts, en des valeurs mobilières ou autres avoirs correspondant à des zones géographiques, des secteurs industriels, des zones monétaires, ou à un type spécifique de valeurs mobilières ou autres actifs ou à d'autres caractéristiques spécifiques, à déterminer par le Conseil de temps à autre pour chacune des catégories d'actions.

Dans le cadre de chaque catégorie d'actions (ayant une politique d'investissement spécifique), le Conseil, ainsi qu'il est décrit dans la documentation de vente, peut à l'occasion créer des sous-catégories d'actions ayant des commissions d'émission, de rachat, ou de distribution spécifiques, des politiques de distribution de revenu spécifiques ou d'autres caractéristiques. Pour les besoins des présents Statuts, toute référence ci-après à une "catégorie d'action" constituera une référence à une "sous-catégorie d'actions" sauf si le contexte en dispose autrement.

Les différentes catégories d'actions peuvent être libellées dans diverses devises déterminées par le Conseil, à condition que pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets attribuables à chacune des catégories soient, s'ils ne sont pas libellés en USD, convertis en USD et que le capital soit égal à la totalité des actifs nets de toutes les catégories. La Société préparera des comptes consolidés en USD.

L'assemblée générale des actionnaires d'une catégorie d'actions, statuant conformément aux règles de l'article 30 des présents Statuts en matière de quorum et de majorité, peut décider de réduire le capital de la Société par annulation des actions de cette catégorie et de rembourser aux actionnaires de cette catégorie la Valeur Nette d'Inventaire totale des actions de cette catégorie applicable à la date de distribution.

L'assemblée générale des actionnaires d'une catégorie ou de plusieurs catégories peut également décider d'affecter les actifs de cette catégorie ou de ces catégories d'actions à ceux d'une autre catégorie existante d'actions et de requalifier les actions de la catégorie ou des catégories concernées comme étant des actions d'une autre catégorie (si cela s'avère nécessaire à la suite d'un fractionnement ou d'une fusion et du paiement aux actionnaires du montant correspondant à la fraction de droit ou de l'attribution, s'il en a été décidé ainsi, de droits correspondant aux fractions de droits conformément à l'article 6 des Statuts). L'assemblée spécifique à une catégorie d'actions peut également décider d'affecter l'actif et le passif attribuables à cette catégorie ou à ces catégories à un autre organisme de placement collectif luxembourgeois répondant aux conditions de la Partie I de la Loi (ou à tout autre organisme de placement collectif tel que décrit et dans les limites décrites ci-dessous), moyennant émission d'actions de cet organisme de placement collectif distribuées aux actionnaires de la catégorie ou des catégories concernées. L'assemblée spécifique à une catégorie d'actions peut également décider de réorganiser la catégorie d'actions en la divisant en une ou plusieurs catégories d'actions de la Société ou dans un autre organisme de placement collectif luxembourgeois répondant aux conditions de la Partie I de la Loi (ou de tout autre organisme de placement collectif tel que décrit et dans les limites décrites ci-dessous).

Cette décision sera publiée (ou notifiée, selon le cas) par la Société et cette publication contiendra les informations relatives à la nouvelle catégorie ou à l'organisme de placement collectif concerné.

Cette publication sera effectuée conformément aux lois et règlements applicables. Aucune condition en matière de quorum ne devra être réunie par l'assemblée de la catégorie considérée statuant à propos d'une fusion (ou d'une réorganisation) de plusieurs catégories d'actions de la Société et la décision sera prise à la majorité simple. Les résolutions qui doivent être prises par l'assemblée d'une catégorie d'actions concernant une attribution (ou une réorganisation) d'actif et de passif imputable à une ou plusieurs catégories à un autre organisme de placement collectif luxembourgeois et remplissant les conditions de la Partie I de la Loi ne feront l'objet d'aucune exigence en matière de quorum et la résolution à ce sujet pourra être prise à la majorité simple. Une fusion (ou réorganisation) d'une catégorie d'actions de la Société avec une catégorie d'actions appartenant à un organisme de placement collectif offrant une protection équivalente à celle offerte aux actionnaires de la Société ne fera l'objet d'aucune exigence en matière de quorum et toute résolution en la matière pourra être prise à la majorité simple sous réserve de l'approbation réglementaire. Dans le cas d'un organisme de placement collectif luxembourgeois ou étranger n'offrant pas une protection équivalente, le consentement unanime des actionnaires de la catégorie concernées d'actions en circulation à ce moment sera requis. Alternativement, cet apport n'engagera que les actionnaires de la catégorie concernée ayant expressément approuvé cet apport, dans la mesure dans laquelle cette opération est autorisée par la législation et la réglementation en vigueur et sous réserve d'approbation réglementaire.

Le Conseil peut, sous réserve d'approbation réglementaire, décider de procéder au rachat forcé d'une catégorie d'actions, de sa liquidation, sa réorganisation ou de son affectation à une autre catégorie d'actions de la Société, si la Valeur Nette d'Inventaire des actions de cette catégorie est inférieure à 10 millions d'USD ou à son équivalent dans une autre devise, ou à un autre montant pouvant être déterminé périodiquement par le Conseil comme étant le niveau minimal d'avoirs permettant à une telle classe d'être exploitée efficacement d'un point de vue économique et tel que publié dans la documentation de vente de la Société, ou si la situation politique et économique constituait une raison suffisante justifiant ce rachat, ou si les intérêts des actionnaires de la catégorie concernée devaient l'exiger.

La décision de rachat forcé, de liquidation ou d'affectation à une autre catégorie d'actions sera publiée (ou notifiée selon le cas) par la Société conformément aux lois et règlements applicables. À moins que le Conseil n'en décide autrement dans l'intérêt des actionnaires ou pour maintenir un traitement égal entre les actionnaires, les actionnaires de la catégorie concernée peuvent continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions sous réserve des frais mentionnés dans les documents de vente de la Société.

Dans les mêmes circonstances que celles précisées ci-dessus et sous réserve d'approbation juridique, le Conseil peut également décider de

- (i) fusionner toute catégorie d'actions avec une ou plusieurs catégories d'actions;
- (ii) fusionner toute catégorie d'actions dans un autre organisme de placement collectif soumis à la Partie I de la Loi; et/ou

(iii) fusionner toute catégorie d'actions dans un autre organisme de placement collectif offrant une protection équivalente à celle d'un organisme de placement collectif soumis à la Partie I de la Loi. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus et la publication contiendra les informations concernant l'autre organisme de placement collectif. En cas d'affectation à un autre organisme de placement collectif n'offrant pas une protection équivalente à celle d'un organisme collectif de placement soumis à la Partie I de la Loi, la fusion n'engagera que les actionnaires de la classe concernée ayant expressément accepté la fusion.

Le Conseil peut également, dans les mêmes circonstances que celles exposées plus haut et sous réserve d'une approbation réglementaire, décider de la réorganisation d'une catégorie d'actions par voie de division en deux ou plusieurs catégories d'actions de la Société. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus et la publication contiendra les informations relatives aux nouvelles catégories d'actions.

Tout actif qui n'est pas distribué à son bénéficiaire à la clôture de la liquidation d'une catégorie d'actions sera déposé auprès de la Caisse de Consignation pour le compte de son bénéficiaire.

Art. 6. Le Conseil peut décider d'émettre des actions sous forme nominative ou au porteur. Dans le cas d'actions au porteur, la Société peut considérer le porteur, et dans le cas d'actions nominatives, la Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont enregistrées au registre des actionnaires de la Société (le "Registre des Actionnaires"), comme étant les propriétaires indivisibles des actions. La Société sera en droit de considérer les droits, intérêts ou recours d'une autre personne sur ces actions, découlant de ces actions ou en rapport avec ces actions comme étant nuls et nonavenus, sous réserve toutefois que ce qui précède n'ait pas pour effet de priver une personne des droits dont elle aurait normalement pu se prévaloir si elle avait demandé d'apporter un changement au registre en ce qui concerne ses actions. Pour les actions au porteur uniquement des certificats seront émis en des multiples déterminés par le Conseil. Si le propriétaire d'actions au porteur demande l'échange de ses certificats contre des certificats de multiples différents, ou leur conversion en actions nominatives, un tel échange se fera sans frais pour lui. Pour les actions nominatives, un actionnaire recevra une confirmation des actions qu'il détient.

Les actions ne seront émises qu'après acceptation de la souscription et sous réserve du paiement du prix conformément à l'article 24 des présents Statuts. Le souscripteur recevra, sans retard indu, livraison de certificats d'actions définitifs ou, sous la réserve précitée, une confirmation relative aux actions détenues par lui selon les circonstances.

Le paiement aux actionnaires des dividendes pour les actions nominatives sera effectué par virement bancaire ou par chèque envoyé à l'adresse indiquée au Registre des Actionnaires ou à toute autre adresse communiquée par écrit au Conseil, et pour les actions au porteur, de la manière déterminée périodiquement par le Conseil conformément à la loi luxembourgeoise ou sur présentation des coupons de dividendes appropriés à l'agent ou aux agents désignés à cet effet par la Société.

Un dividende déclaré mais non réclamé sur une action au cours d'une période de cinq (5) ans à compter de la date de l'avis de paiement en relation avec ce dividende ne pourra plus être réclamé par le détenteur de cette action; le dividende sera forclos et deviendra la propriété de la Société. Aucun intérêt ne sera versé sur dividende déclaré dans l'attente de leur encaissement.

Toutes les actions autres que celles au porteur émises par la Société seront inscrites dans le Registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société, et l'inscription mentionnera le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il l'aura indiqué à la Société, ainsi que le nombre et la catégorie des actions détenues par lui. Tout transfert d'une action autre qu'au porteur sera inscrit dans le Registre des Actionnaires, après paiement d'un droit usuel tel que déterminé par le Conseil pour l'inscription de tout autre document ayant trait à ou affectant la propriété d'une action.

Le transfert d'actions au porteur se fera au moyen de la délivrance du certificat d'actions y correspondant. Le transfert d'actions nominatives se fera au moyen d'une inscription par la Société du transfert à effectuer à réception de tous documents de transfert jugés probants par la Société sans paiement de frais et il n'y aura pas de frais facturés par la Société pour l'enregistrement de documents en relation avec ou affectant le titre d'une action.

Tout actionnaire nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations émanant de la Société pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également dans le Registre des Actionnaires. En cas de copropriété d'actions, une adresse seulement sera insérée et toutes communications seront envoyées seulement à cette adresse. Dans le cas où un tel actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société ou que les avis et communications sont renvoyées à l'expéditeur faute de pouvoir être délivrés à l'adresse indiquée, mention pourra en être faite dans le Registre des Actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse déterminée de temps à autre par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire modifier l'adresse inscrite dans le Registre des Actionnaires, sans frais et par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse que la Société pourra déterminer de temps à autre.

Si le paiement effectué par un souscripteur a pour résultat l'émission d'une fraction d'action, cette fraction sera inscrite au Registre des Actionnaires à moins que les actions ne soient détenues à travers un système de compensation ne permettant que la prise en compte d'actions entières. Le détenteur d'une telle fraction d'action n'aura pas de droit de vote en relation avec cette fraction, mais donnera droit, dans les conditions à déterminer par la Société, à une fraction

correspondante de dividende ou à d'autres distributions. Pour les actions au porteur, seuls seront émis des certificats attestant un nombre entier d'actions.

La Société ne reconnaît qu'un (1) seul titulaire par action de la Société. Dans l'éventualité d'une copropriété d'actions, la Société peut suspendre l'exercice d'un droit découlant de l'action ou des actions concernées jusqu'à ce qu'une personne soit désignée pour représenter les copropriétaires vis-à-vis de la Société.

Dans le cas de coactionnaires, la Société se réserve le droit de verser le produit des rachats, des distributions ou d'autres paiements au tout premier titulaire enregistré au registre et que la Société considère comme étant le représentant de l'ensemble des cotitulaires ou, à son entière et absolue discrétion, à l'ensemble des coactionnaires.

Art. 7. Lorsqu'un actionnaire peut prouver de façon satisfaisante à la Société que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut, à sa demande, être émis aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment mais pas limité à une garantie fournie par une compagnie d'assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. À partir de l'émission d'un nouveau certificat, lequel portera la mention qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat initial deviendra sans valeur.

La Société peut, à son gré, mettre en compte à l'actionnaire tous les frais exceptionnels encourus lors de l'émission d'un duplicata ou d'un nouveau certificat en remplacement du certificat initial ainsi que toutes les dépenses raisonnablement engagées par la Société, en relation avec l'émission et l'inscription au Registre des Actionnaires des nouveaux certificats, ou en relation avec l'annulation des certificats initiaux.

Art. 8. Le Conseil pourra édicter des restrictions (autres qu'une restriction au transfert d'actions) qu'il jugera utiles, en vue d'assurer qu'aucune action de la Société ne sera acquise ou détenue par:

(a) une personne en infraction avec les lois ou les exigences d'un quelconque pays, d'une autorité gouvernementale ou réglementaire; ou

(b) toute personne dont la situation, de l'avis du Conseil, pourrait amener la Société à encourir des charges d'impôt ou d'autres désavantages financiers qu'autrement elle n'aurait pas encourus.

Notamment, elle pourra limiter ou interdire la propriété d'actions de la Société par toute personne physique ou morale, et par des ressortissants des États-Unis d'Amérique, tels que définis ci-après.

À cet effet, la Société pourra:

a) refuser d'émettre des actions ou d'enregistrer un transfert d'action lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété directe ou la propriété indirecte de ces actions à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société;

b) à tout moment demander à toute personne dont le nom figure au Registre des Actionnaires de lui fournir tout renseignement, appuyé d'un certificat, qu'elle estime nécessaire, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou appartiendront en propriété effective à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire dans la Société; et

c) procéder au rachat forcé de toutes ou d'une partie des actions détenues par un tel actionnaire s'il apparaît à la Société qu'une personne déchu du droit de détenir des actions, ou une certaine proportion des actions de la Société, est, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, le propriétaire effectif des actions. Dans ce cas la procédure suivante sera d'application:

(1) la Société enverra un avis (appelé ci-après "l'avis de rachat") à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au Registre des Actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter, lequel spécifiera les actions à racheter selon ce qui est dit ci-dessus, le prix de rachat à payer pour ces actions et l'endroit où ce prix de rachat sera payable. Un tel avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite dans les livres de la Société. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre sans délai le ou les certificats éventuellement émis représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être actionnaire et les actions qu'il détenait seront annulées;

(2) le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées ("le prix de rachat"), sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire par action des actions de la Société de la catégorie en question, déterminé conformément à l'article 23 des présents Statuts;

(3) le paiement du prix de rachat sera effectué à l'actionnaire qui apparaît en être le propriétaire, dans la devise de la catégorie d'actions concernée et sera déposé par la Société auprès d'une banque à Luxembourg ou ailleurs (selon ce qui sera spécifié dans l'avis de rachat) aux fins de paiement à cette personne, mais seulement, si un certificat d'actions y relatif a été émis, contre remise du ou des certificats représentant les actions indiquées dans l'avis de rachat. Dès le paiement du prix de rachat selon ce qui est décrit ci-dessus, aucune personne ayant un intérêt dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir d'intérêt futur relativement à ces actions, ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses actifs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions de percevoir le prix ainsi déposé (sans intérêt) de la banque, selon ci qui précède.

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne,

ou qu'une action appartenait à une autre personne que celle à laquelle la Société pensait à la date d'envoi de l'avis de rachat, à condition toutefois que la Société ait exercé ses pouvoirs en toute bonne foi; et

d) refuser lors de toute assemblée des actionnaires de la Société le droit de vote à toute personne qui n'est pas autorisée à être actionnaire de la Société.

Chaque fois qu'il est utilisé dans les présents Statuts, le terme "Personne des États-Unis d'Amérique" aura la même signification que celle figurant dans la "Regulation S" du United States Securities Act de 1933 (loi américaine de 1933 relative aux valeurs mobilières) et dans les amendements subséquents, ou celle d'une autre réglementation ou loi mise en application aux États-Unis d'Amérique et qui remplacera ultérieurement la disposition S de la loi de 1933. Le Conseil définira le terme "personne des États-Unis" en se fondant sur les présentes dispositions et publiera cette définition dans la documentation de vente de la Société.

Le Conseil peut modifier ou clarifier à tout moment le sens de ce terme.

En sus de ce qui précède, le Conseil peut restreindre l'émission et le transfert d'actions d'une catégorie à des investisseurs institutionnels au sens de l'article 129 de la Loi ("Investisseur(s) Institutionnel(s)") tel que modifié de temps en temps. Le Conseil peut à son entière et absolue discrétion postposer l'acceptation d'une demande de souscription d'actions faisant partie d'une catégorie réservée aux Investisseurs Institutionnels jusqu'à ce que la Société ait reçu des preuves suffisantes que le demandeur est éligible au titre d'Investisseur Institutionnel. S'il apparaît à un moment donné qu'un détenteur d'actions d'une catégorie réservée aux Investisseurs Institutionnels n'est pas un Investisseur Institutionnel, le Conseil convertira les actions concernées en actions d'une catégorie non limitée aux Investisseurs Institutionnels (à condition qu'il existe une telle catégorie ayant des caractéristiques similaires) et fondamentalement identique à la catégorie restreinte en termes d'objet d'investissement (mais, aux fins d'éviter toute ambiguïté, pas nécessairement en termes de commissions et de frais dus pour cette catégorie), à moins que les titres détenus soient le résultat d'une erreur de la Société ou de ses agents, ou le Conseil rachètera par voie forcée les actions concernées conformément aux dispositions précitées dans le présent article. Le Conseil refusera de donner suite à un transfert d'actions et par voie de conséquence, refusera d'inscrire au Registre des Actionnaires ce transfert d'actions, dans le cas où un tel transfert donnerait lieu à une situation dans laquelle les actions d'une catégorie limitée aux Investisseurs Institutionnels seraient détenues après ledit transfert par une personne ne remplissant les conditions d'Investisseur Institutionnel.

Outre les obligations prévues par la loi en vigueur, tout actionnaire ne remplissant pas les conditions d'Investisseur Institutionnel et détenant des actions dans une catégorie réservée aux Investisseurs Institutionnels, exonérera de toute responsabilité et indemniserà la Société, le Conseil, les autres actionnaires de la catégorie concernée et les agents de la Société pour tous dommages, pertes et dépenses résultant de circonstances ou en rapport avec des circonstances dans lesquelles l'actionnaire concerné a fourni des documents inexacts ou pouvant induire en erreur ou a fait des déclarations mensongères ou inexactes visant à établir injustement son statut d'Investisseur Institutionnel ou a omis d'aviser la Société de la perte de ce statut.

Art. 9. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les résolutions prises à une telle assemblée lieront tous les actionnaires de la Société, indépendamment de la catégorie d'actions qu'ils détiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le vingtième jour du mois d'avril à 11 heures du matin et pour la première fois en 2011. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate objectivement que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées générales des actionnaires de la Société ou des assemblées de catégories d'actions pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation y relatifs. Des assemblées de classe peuvent être tenues afin de décider sur toute matière concernant exclusivement cette classe. Deux ou plusieurs classes peuvent être traitées comme une seule classe si ces classes sont concernées de la même manière par les propositions requérant le consentement des actionnaires des classes concernées respectifs.

Art. 11. Les quorum et délais de convocation requis par la loi régiront la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Chaque action, quelque soit la catégorie à laquelle elle appartient, et quelque soit la Valeur Nette d'Inventaire par action dans ladite catégorie, donne droit à une (1) voix, sous réserve des restrictions imposées par les présents Statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant une autre personne comme étant son mandataire, par écrit, par télécopie ou par tout autre moyen électronique pouvant prouver l'existence d'une telle procuration. Cette procuration sera valable, à condition de ne pas avoir été révoquée, pour toute assemblée des actionnaires ayant fait l'objet d'une nouvelle convocation.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi et dans les présents Statuts, les décisions lors d'une assemblée générale des actionnaires ou lors d'une assemblée d'une classe dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes exprimés. Les votes exprimés ne comprendront pas les votes en relation aux actions à l'égard desquelles

les actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus ou ont retourné un bulletin blanc ou invalide. Un actionnaire qui est une société peut émettre une procuration sous la signature d'un de ses fondés de pouvoirs dûment qualifiés.

Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, envoyé à tout actionnaire à son adresse inscrite au Registre des Actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Si et dans la mesure où la loi luxembourgeoise le requiert, l'avis sera, en outre, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg, dans un journal luxembourgeois et dans tels autres journaux que le Conseil décidera.

Art. 13. La Société sera administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins; les membres du Conseil n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les Administrateurs seront élus par les actionnaires lors des assemblées générales pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle et à compter du moment où leurs successeurs auront été élus et auront accepté leur mandat; toutefois, un Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Dans le cas où un poste d'Administrateur deviendrait vacant par suite de décès, de démission ou pour toute autre raison, les Administrateurs restants pourraient élire à la majorité des voix un Administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Le Conseil choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur, et qui aura pour mission de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil ainsi que des assemblées des actionnaires. Le Conseil peut de temps à autre établir des règles internes qu'il juge appropriées. Le Conseil se réunira sur la convocation de deux (2) Administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil. Pendant en son absence, l'assemblée générale ou le Conseil désigneront une autre personne pour assumer temporairement la présidence par la majorité des voix exprimées ou par les Administrateurs lors de telle assemblée ou réunion.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les Administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être dérogé à cet avis de convocation moyennant accord de chaque Administrateur confirmé par écrit ou télécopie ou tout autre moyen électronique pouvant prouver le renoncement de chaque Administrateur à cette obligation formelle. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle du Conseil se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout Administrateur pourra se faire représenter en désignant un autre Administrateur comme étant son mandataire par écrit, télécopie ou par tout autre moyen électronique pouvant prouver cette délégation de pouvoirs. Un Administrateur peut représenter un ou plusieurs Administrateurs. Tout Administrateur pourra également participer à toute réunion du Conseil par vidéoconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification de tel Administrateur, et une réunion du Conseil pourra également être tenue par voie de conférence téléphonique ou autre moyen de communication similaire uniquement. De tels moyens doivent permettre à (aux) l'Administrateur(s) de participer de façon effective à de telles réunions du Conseil. Les débats des réunions doivent être retransmis en permanence. De telles réunions tenues à distance par de tels moyens de communication seront réputées avoir eu lieu au siège social de la Société. Les Administrateurs peuvent également voter par écrit ou par télécopie.

Les Administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil régulièrement convoquées. Les Administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être spécifiquement autorisés par une résolution du Conseil.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié des Administrateurs sont présents ou représentés par un autre Administrateur comme mandataire à une réunion. Aux fins du calcul de quorum et de majorité, les Administrateurs participant au Conseil par vidéoconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés être présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés. Si lors d'une réunion le nombre des voix en faveur et contre une décision sont à égalité, le président de la réunion aura une voix prépondérante dans toutes les circonstances.

Les décisions du Conseil peuvent également être prises par une résolution de confirmation écrite en tous points identiques se présentant sous forme d'un ou de plusieurs documents signés par tous les Administrateurs et circulée en original ou par télécopie ou par tout autre moyen électronique de communication. La totalité de ces documents constituera les minutes faisant foi quand à ladite résolution.

Le Conseil nommera, de temps à autre, les directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont un directeur général, un secrétaire, éventuellement des directeurs généraux adjoints, des secrétaires adjoints ou d'autres directeurs et fondés de pouvoirs jugés nécessaires pour conduire les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil. Les directeurs et fondés de pouvoirs n'ont pas besoin d'être Administrateurs ou actionnaires

de la Société. À moins que les Statuts n'en disposent autrement, les directeurs et fondateurs auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le Conseil.

Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations de la Société et ses pouvoirs en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion, à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être des Administrateurs. Le Conseil peut également déléguer ses pouvoirs, mandats et prérogatives à un comité qui comprendra la ou les personnes, membres ou non du Conseil, qui désignera, sous réserve cependant que la majorité des membres de ce comité soient membres du Conseil et qu'aucune réunion de ce comité ne réunisse un quorum dans le but d'exercer ses pouvoirs, mandats et prérogatives à moins qu'une majorité des personnes présentes ne se compose d'Administrateurs de la Société.

Art. 15. Les procès-verbaux des réunions du Conseil seront signés par le président de la réunion, ou lors de son absence, par l'Administrateur qui en aura assumé temporairement la présidence.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par ce président, ou par le secrétaire, ou par deux (2) Administrateurs.

Art. 16. Se basant sur le principe de la répartition des risques, le Conseil a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement, la politique de l'entreprise, la gestion et la marche des affaires de la Société.

Conformément à la Partie I de la Loi, le Conseil déterminera également les restrictions qui seront occasionnellement applicables aux investissements de la Société, en ce inclus et sans limitation ou restriction de quelque nature que ce soit les domaines suivants:

- a) les emprunts de la Société et le nantissement de ses actifs;
- b) le pourcentage maximum de ses actifs pouvant être investis en fonction de la nature ou de la catégorie de titres et le pourcentage maximum en fonction de la nature ou de la catégorie du titre pouvant être acquis.

Le Conseil peut décider que les investissements de la Société seront effectués:

(i) dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi;

(ii) dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché dans un État Membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(iii) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse des valeurs d'un autre pays d'Europe, d'Asie, d'Océanie, des deux Amériques et de l'Afrique, ou négociées sur un autre marché réglementé des pays précités en ce point (iii), à condition que ce marché soit en fonctionnement régulier, soit réglementé, reconnu et ouvert au public,

(iv) dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire récemment émis sous réserve que les conditions d'émission prévoient qu'une demande d'admission à la cote officielle d'une bourse des valeurs ou d'un autre marché réglementé mentionnés ci-dessus soit faite et à condition que cette cotation soit obtenue dans le délai d'un (1) an à compter de la date d'émission, ainsi que

(v) dans d'autres valeurs, instruments ou autres actifs dans les limites des restrictions stipulées par le Conseil conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et aux dispositions figurant dans la documentation de vente de la Société.

Le Conseil peut, selon le principe de répartition des risques, décider d'investir jusqu'à concurrence de cent pour cent (100%) de l'actif net de la Société dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre de l'Union Européenne, ses collectivités publiques territoriales, un État non-Membre de l'Union Européenne tel qu'accepté par l'autorité de contrôle et tel que décrit dans la documentation de vente de la Société ou par des organismes internationaux dont un ou plusieurs États membres font partie, à condition que dans l'éventualité où la Société décide de recourir à cette présente disposition, elle détienne des valeurs émanant d'au moins six (6) émissions différentes et les valeurs d'une seule et même émission ne pourront représenter plus de trente pour cent (30%) de l'actif net total de la Société.

La Société n'investira pas plus de dix pour cent (10%) des actifs nets de chacune de ses catégories d'actions dans des parts ou actions d'organismes de placement collectif tels que définis par l'article 41 (1)(e) de la Loi tel que modifié de temps en temps, à moins que la documentation de vente de la Société n'y prévoie une dérogation.

Le Conseil peut décider que les investissements de la Société soient faits en instruments financiers dérivés, y compris des instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé tel que défini dans la Loi et/ou des instruments financiers dérivés négociés de gré-à-gré sous réserve que, entre autres, le sous-jacent consiste en instruments relevant de l'article 41 (1) de la Loi tel que modifié de temps en temps, en indices financiers, taux intérêts, taux de change, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement tels qu'ils ressortent de la documentation de vente de la Société.

Le Conseil peut décider que les investissements de la Société soient faits de manière à reproduire la composition d'un indice d'actions et/ou d'un indice d'obligations dans les limites prévues par la Loi, compte tenu du fait que l'indice concerné doit être reconnu comme ayant une composition suffisamment diversifiée, doit être un étalon représentatif du marché et qu'il doit être publié de manière adéquate.

Une "personne liée", ne peut acheter, vendre ou prêter des valeurs mobilières (à l'exclusion d'actions de la Société) à titre principal, donner ou recevoir de prêts, de ou à la Société pour son propre compte, à moins que la transaction ne soit effectuée dans le respect des restrictions imposées par les présents Statuts ou autres dispositions adoptés par la Société, et soit:

(i) dans le cas de valeurs mobilières, le prix est déterminé par des cotations courantes disponibles au public sur des marchés de valeurs reconnus mondialement, ou à des conditions égales déterminées de temps à autre par le Conseil; ou

(ii) dans le cas de prêts, les taux d'intérêts sont compétitifs au regard de ceux en cours de temps à autre sur des marchés monétaires mondialement reconnus. A cet effet une "personne liée" comprend un quelconque gestionnaire des investissements, conseiller en investissement, dépositaire, agent de domiciliation, agent de transfert, agent d'enregistrement, et tout agent autorisé, et un quelconque de leurs administrateurs, fondés de pouvoirs ou actionnaires principaux (à savoir un actionnaire qui, à la connaissance du Conseil détient en nom propre ou sous un autre nom, en ce compris au nom d'un mandataire, plus de dix pour cent (10%) de la totalité des actions émises et en circulation d'une telle société).

Le Conseil peut investir et gérer tout ou partie des masses communes d'actifs constituées pour une ou plusieurs catégories d'actions mises en commun comme décrit à l'article 25 des présents Statuts dans la mesure où de tels investissements s'avèrent nécessaires eu égard aux critères propres aux secteurs d'investissement considérés.

Afin de réduire les charges d'exploitation et administratives de la Société tout en permettant une large diversification des investissements, le Conseil peut décider que tout ou partie des actifs de la Société seront cogérés avec les actifs d'autres organismes de placement collectifs luxembourgeois.

Les investissements de la Société peuvent être réalisés directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales à cent pour cent. Lorsque les investissements de la Société sont faits dans le capital de filiales qui poursuivent uniquement, et exclusivement pour le compte de la Société, une activité de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où la filiale est située, en ce qui concerne le rachat d'actions à la demande des porteurs, les paragraphes (1) et (2) de l'article 48 de la Loi tels que modifiés de temps en temps ne s'appliquent pas. Toute référence dans les présents Statuts à des "investissements" et à des "actifs" signifiera selon le cas des investissements effectués ou des actifs détenus en usufruit indirectement par les filiales précitées.

Art. 17. Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoirs de la Société auraient un intérêt matériel dans telle société ou firme ou par le fait qu'ils en seraient administrateurs, associés, fondés de pouvoirs ou employés. Tout L'Administrateur, fondé de pouvoirs ou employé de la Société qui est administrateur, fondé de pouvoirs ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société conclut des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires ne sera pas de ce fait, mais sous réserve de ce qui suit, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières relatives à un tel contrat ou de telles affaires.

Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société, cet Administrateur ou fondé de pouvoirs devra informer le Conseil de son intérêt personnel et il ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette affaire et rapport devra être fait sur une telle affaire et sur l'intérêt dudit Administrateur ou fondé de pouvoirs à la prochaine assemblée des actionnaires. Ce paragraphe ne s'applique pas lorsque la décision du Conseil a trait aux opérations courantes contractées dans des conditions normales.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'employé dans cet article 17, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, entre la Société et ses sociétés affiliées et associées, ou encore avec toute autre société ou entité juridique que le Conseil pourra déterminer de temps à autre à son entière et absolue discrétion.

Art. 18. La Société pourra indemniser tout Administrateur ou fondé de pouvoirs, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement encourues par lui du fait de toute action ou procès auquel il aura été partie en sa qualité d'Administrateur, directeur ou fondé de pouvoirs de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, Administrateur ou fondé de pouvoirs de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et par laquelle il ne serait pas indemnisé. Une telle personne sera indemnisée en toutes circonstances sauf le cas où dans pareille action ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration volontaire; en cas de transaction, une telle indemnité ne sera finalement accordée que si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Ce droit à indemnisation n'exclura pas les autres droits auxquels cet Administrateur ou fondé de pouvoirs peut prétendre.

Art. 19. La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux (2) Administrateurs ou par la seule signature ou les signatures conjointes d'une ou de plusieurs personnes auxquelles des pouvoirs auront été spécialement délégués par le Conseil.

Art. 20. La Société nommera un réviseur d'entreprises agréé lequel remplira tous les devoirs prescrits par l'article 113 de la Loi telle que modifiée de temps en temps. Le réviseur d'entreprises sera élu par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle suivante et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Le réviseur d'entreprise ne peut être relevé de ses fonctions par les actionnaires que pour des motifs sérieux.

Art. 21. Selon les modalités plus amplement détaillées ci-après, la Société a, à tout moment, le pouvoir de racheter ses propres actions dans les seules limites imposées par la loi.

Tout actionnaire est en droit de demander à tout moment le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société.

Sous réserve des conditions figurant dans la documentation de vente de la Société, toute demande de rachat doit être présentée par écrit (ou par tout autre moyen électronique jugé acceptable par la Société) de manière irrévocable par l'actionnaire au siège social de la Société ou auprès de toute autre personne ou entité juridique désignée par la Société comme agent pour le rachat des actions accompagnées du ou des certificats en bonne et due forme (éventuellement) délivrés et accompagnés d'une preuve suffisante de leur transfert ou de leur cession (dans le cas d'actions nominatives) et de coupons de dividendes attachés non échus (dans le cas d'actions au porteur). S'il s'agit d'actions au porteur, leurs titulaires devront au moment de la demande de conversion ou de rachat, arranger la remise des certificats y relatifs (accompagnés de leurs coupons) à l'agent désigné à cet effet par la Société.

Le prix de rachat sera normalement payé dans les dix (10) jours ouvrables bancaires après réception des documents corrects de renonciation tels qu'exigés par la Société et sera équivalent à la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie d'actions concernées déterminée conformément aux dispositions de l'article 23 des présents Statuts, éventuellement diminuée de la commission de rachat prévue dans la documentation de vente, ce prix étant arrondi à la décimale inférieure et cet arrondi reste acquis à la Société. Des frais de vente différés peuvent être en outre déduits du prix de rachat si ces actions font partie d'une catégorie pour laquelle des frais de vente différés ont été envisagés dans la documentation de vente.

En outre, un prélèvement dilutif (dilution levy) peut être prélevé sur les transactions tel que spécifié dans la documentation de vente de la Société. Ces prélèvements dilutifs ne doivent pas dépasser un certain pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire déterminé périodiquement par le Conseil et publié dans la documentation de vente de la Société. Ce prélèvement dilutif sera calculé en tenant compte des coûts estimés, dépenses et de l'impact potentiel sur le cours des valeurs mobilières qui pourraient être supportés pour répondre aux demandes de rachat et de conversion.

Si les demandes de rachat et/ou de conversion reçues pour une même catégorie d'actions pour tout Jour d'Évaluation (ainsi que défini ci-dessous) excède un certain montant ou pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire d'une telle catégorie, tel montant ou pourcentage étant fixé périodiquement par le Conseil et précisé dans la documentation de vente, le Conseil peut décider de différer le traitement de telles demandes de rachats et/ou de conversion à un Jour d'Évaluation suivant conformément aux termes de la documentation de vente.

Le Conseil peut, dans des circonstances exceptionnelles, prolonger la période de paiement des produits de rachat pour le temps nécessaire pour rapatrier les produits de la vente d'investissements dans l'éventualité d'empêchements dus à la réglementation concernant le contrôle des changes ou de contraintes de même nature sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des actifs de la Société seront investis. Le paiement des produits de rachat sera effectué dans la devise de référence de la catégorie d'actions correspondante ou dans toute autre devise librement convertible précisée dans la documentation de vente.

Le Conseil peut également déterminer la période éventuelle de notification requise pour introduire une demande de rachat d'une ou de plusieurs catégories d'actions spécifiques de la Société. La période spécifique de paiement des produits de rachat d'une catégorie d'actions de la Société et la période de notification applicable, de même que les circonstances de son application, seront publiées dans la documentation de vente aux pages relatives à la vente de ces actions.

Le Conseil peut déléguer à un Administrateur ou à un fondé de pouvoirs dûment autorisé de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la responsabilité d'accepter les demandes de rachat et d'effectuer les paiements y afférents.

Avec l'accord du ou des actionnaires concernés et sous réserve du respect du principe d'égalité de traitement entre les actionnaires, le Conseil peut satisfaire en tout ou en partie aux demandes de rachat en nature en attribuant aux actionnaires revendant leurs actions des investissements faisant partie du portefeuille pour un montant égal à la Valeur Nette d'Inventaire attribuable aux actions à racheter ainsi que précisé dans la documentation de vente.

De tels rachats seront soumis à un rapport d'audit spécial établi par le réviseur d'entreprises de la Société et confirmant le nombre, la dénomination et la valeur des avoirs que le Conseil aura décidé de réaliser en contrepartie des actions rachetées. Ce rapport d'audit confirmera aussi la manière de déterminer la valeur des avoirs qui devra être identique à la procédure de détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des actions.

Les coûts spécifiques de ces rachats en nature, en particulier les coûts du rapport d'audit spécial devront être supportés par l'actionnaire demandant le rachat en nature ou par une tierce personne, mais ne seront pas supportés par la Société sauf si le Conseil considère que le rachat en nature est dans l'intérêt de la Société ou sert à protéger les intérêts de la Société.

Les demandes de rachat sont irrévocables sauf si le rachat était suspendu conformément à l'article 22 des présents Statuts. En l'absence de révocation, le rachat aura lieu le premier Jour d'Évaluation se présentant au terme de la période de suspension.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou d'une partie de ses actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie selon les Valeurs Nettes d'Inventaires respectives des actions de la catégorie correspondante, étant entendu que le Conseil peut imposer entre les catégories d'actions les restrictions précisées dans la documentation de

vente en ce qui concerne, entre autres, la fréquence de conversion et peut effectuer les conversions sous réserve du paiement des frais spécifiés dans la documentation de vente.

Une demande de conversion peut ne pas être acceptée si l'opération précédente impliquant les actions à convertir n'a pas été intégralement réglée par l'actionnaire.

Si un rachat, une conversion ou une vente d'actions devait réduire la valeur des titres détenus par un même actionnaire dans une catégorie d'actions en dessous du montant minimum des titres détenus déterminé périodiquement par le Conseil, cet actionnaire serait censé avoir demandé, selon le cas, le rachat ou la conversion de toutes ses actions détenues dans cette même catégorie.

Nonobstant ce qui précède, si dans des circonstances exceptionnelles les liquidités de la Société ne sont pas suffisantes pour permettre d'effectuer le paiement des produits de rachat ou de conversion dans les dix (10) jours ouvrables bancaires, le paiement (sans intérêts) ou la conversion sera effectué dès que les circonstances permettront raisonnablement de le faire.

Le Conseil peut, à son entière et absolue discrétion, racheter ou convertir par voie forcée les titres détenus dont la valeur est inférieure au montant minimum à détenir tel que déterminé périodiquement par le Conseil et publié dans la documentation de vente de la Société.

Les actions représentatives du capital social de la Société rachetées par la Société seront annulées.

Art. 22. La Valeur Nette d'Inventaire, le prix de souscription et le prix de rachat de chaque catégorie d'actions de la Société seront déterminés, pour les actions de chaque catégorie d'actions, périodiquement par la Société, généralement au moins de deux fois par mois et, sous réserve de l'autorisation du régulateur, au moins une fois par mois, ainsi qu'en décidera périodiquement le Conseil et qu'il est publié dans la documentation de vente (le jour du calcul étant désigné dans les présents Statuts comme le "Jour d'Évaluation").

La Société pourra suspendre temporairement le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, du prix de souscription et du prix de rachat des actions de toute catégorie d'actions et/ou l'émission et/ou le rachat des actions de cette catégorie, et/ou la conversion d'actions d'une même catégorie:

(a) pendant toute période pendant laquelle une des principales bourses ou un autre Marché Réglementé sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société d'une catégorie d'actions concernée est cotée à un moment quelconque, est fermé, ou pendant laquelle les opérations sont restreintes ou suspendues;

(b) lors de l'existence d'une situation qui constitue une situation d'urgence et de laquelle il résulte que la Société ne peut pas normalement disposer ou évaluer les investissements d'une classe concernée;

(c) lorsque les moyens de communication, qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements de la Société ou les prix ou valeurs courants sur un marché ou une bourse, sont hors de service;

(d) pendant toute période où la Société est dans l'incapacité de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds relatif à la réalisation ou à l'acquisition d'investissements ou paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, de l'avis du Conseil, à un taux de change normal;

(e) si la Société ou une catégorie d'actions est ou est susceptible d'être mise en liquidation, lors ou suivant le jour auquel une assemblée générale d'actionnaires est convoquée, à laquelle une résolution de mise en liquidation de la Société ou une catégorie d'actions est proposée;

(f) si le Conseil a décidé qu'il est survenu un changement important dans l'évaluation d'une portion substantielle des investissements de la Société attribuables à une classe d'actions concernée, dans la préparation ou l'usage d'une évaluation ou la mise en œuvre d'une évaluation retardée ou subséquente; et/ou

(g) dans toute autre circonstance où le fait de ne pas suspendre les opérations ci-dessus aurait pu conduire la Société ou ses actionnaires à être assujettis à l'impôt ou à subir des inconvénients pécuniaires ou d'autres préjudices quelconques que la Société ou ses actionnaires n'auraient dans le cas contraire pas subis.

Pareille suspension sera notifiée sur-le-champ aux actionnaires demandant le rachat ou la conversion de leurs actions par la Société au moment où ils en feront la demande par écrit (ou par tout autre moyen électronique jugé acceptable par la Société), conformément aux dispositions de l'article 21 ci-dessus ainsi qu'aux investisseurs souscrivant des actions. La Société peut décider de publier une telle suspension à sa seule discrétion.

Pareille suspension, relative à une catégorie d'actions, n'aura aucun effet sur le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, du prix de souscription et du prix de rachat, l'émission, le rachat et la conversion des actions des autres catégories d'actions.

Art. 23. La Valeur Nette d'Inventaire des actions pour chaque catégorie d'actions de la Société sera exprimée dans la devise de référence de la catégorie considérée (et/ou dans d'autres devises que le Conseil déterminera ponctuellement) en un chiffre par action et sera déterminée chaque Jour d'Évaluation en divisant les actifs nets de la Société correspondant à chaque catégorie d'actions, constitués par les actifs de la Société correspondant à cette catégorie d'actions diminués des engagements attribuables à cette catégorie d'actions, par le nombre d'actions émises dans la catégorie d'actions concernée en circulation.

Le prix de souscription et le prix de rachat d'une action de chaque catégorie sera exprimé dans la devise de référence de la catégorie considérée (et/ou dans d'autres devises que le Conseil déterminera ponctuellement) en un chiffre par action et sera déterminé chaque Jour d'Évaluation comme étant la Valeur Nette d'Inventaire par action de la catégorie concernée calculée le Jour d'Évaluation et augmenté d'une commission de vente et d'une commission de rachat éventuelles déterminées par le Conseil dans le respect des lois applicables. Le Conseil pourra également appliquer un réajustement de dilution (dilution adjustment) tel que décrit dans la documentation de vente de la Société. Le prix de souscription et le prix de rachat seront respectivement arrondis au nombre de décimales supérieures ou inférieures déterminé de temps à autre par le Conseil.

Si un compte de régularisation de dividendes est ouvert, un montant est payable au titre de quote-part de régularisation de dividendes.

L'évaluation de la Valeur Nette d'Inventaire des différentes catégories d'actions se fera de la manière suivante:

A. Les actifs de la Société seront censés inclure:

- (a) toutes les espèces en caisse ou à recevoir ou en dépôt y compris les intérêts échus;
- (b) tous les effets et billets payables à vue et tous montants à recevoir (y compris le résultat de la vente de titres vendus mais dont le prix n'a pas encore été perçu);
- (c) toutes les valeurs mobilières, actions, obligations, options ou droits de souscription et autres produits dérivés, warrants, parts ou actions d'organismes de placement collectif et autres investissements et valeurs mobilières de la Société;
- (d) tous les dividendes et distribution à recevoir par la Société en espèces ou en titres, dans la mesure connue par la Société; (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);
- (e) tous les intérêts échus produits par les titres de la Société, sauf dans la mesure où ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
- (f) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où elles n'ont pas été amorties, à condition que ces dépenses préliminaires puissent être déduites directement du capital de la Société; et
- (g) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

- (1) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou échus et non encore perçus, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois, s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée en entier; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant jugé adéquat par la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.
- (2) La valeur de ces valeurs mobilières, instruments financiers dérivés et actifs sera déterminée sur la base de dernier prix disponible à la fermeture de la bourse ou sur tout autre marché organisé, tel que précité, sur lesquels ces valeurs mobilières ou actifs sont cotés ou admis aux transactions. Lorsque de telles valeurs mobilières ou actifs sont cotées ou traitées sur plus d'un autre Marché Réglementé, le Conseil décidera des règles sur l'ordre de priorité selon lequel des bourses ou autres Marchés Réglementés seront utilisés pour la détermination des prix de valeurs mobilières ou autres actifs.
- (3) Si une valeur mobilière n'est traitée ou cotée sur aucune bourse de valeurs officielle ni sur aucun autre Marché Réglementé, ou dans le cas où pour des valeurs mobilières ainsi traitées ou cotées le dernier prix offert disponible ne reflète pas leur valeur objective, le Conseil procédera sur la base du prix de réalisation probable qui sera évalué avec prudence et de bonne foi.
- (4) Les instruments financiers dérivés qui ne sont ni cotés sur une bourse de valeur officielle ni négociés sur aucun autre marché réglementé seront évalués conformément à la pratique de marché ainsi qu'il pourra être publié plus en détail dans les documents de vente de la Société.
- (5) Les parts ou les actions d'organismes de placement collectif seront évaluées sur la base de leur dernière valeur nette d'inventaire disponible communiqué par ces organismes.
- (6) Les liquidités et les instruments du marché monétaire peuvent être évalués à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus ou sur la base de leur coût d'amortissement. Tous les autres avoirs seront, dans la mesure du possible, évalués de la même manière.
- (7) Si l'un des principes d'évaluation précités ne reflète pas la méthode d'évaluation habituellement utilisée sur des marchés spécifiques ou si ces principes d'évaluation ne semblent pas précis pour déterminer la valeur des actifs de la Société, le Conseil peut fixer des principes d'évaluation différents de bonne foi et conformément aux principes et procédures d'évaluation généralement acceptés.
- (8) Tous les actifs ou engagements exprimés dans des devises autres que la devise de référence des catégories d'actions seront convertis en utilisant le cours de change du jour approprié cité par une banque ou une autre institution financière reconnue.

B. Les engagements de la Société sont censés comprendre:

- (a) tous les emprunts, effets échus et autres montants dus;
- (b) tous les frais d'administration et autres frais de fonctionnement, redus ou échus, y compris tous honoraires payables au gestionnaire en investissements, à la banque dépositaire et à tous autres représentants et agents de la Société;
- (c) toutes les obligations connues, présentes et futures y compris le montant des dividendes déclarés et non encore payés;
- (d) une provision appropriée pour impôts dus à la date d'évaluation et toutes autres provisions ou réserves autorisées et approuvées par le Conseil et couvrant, entre autres, les charges de liquidation; et
- (e) tous autres engagements de la Société, de quelque nature que ce soit à l'exception d'engagements représentés par des actions de la Société.

En déterminant le montant de ces engagements, le Conseil devra prendre en considération toutes les dépenses payables par la Société qui contiendront les dépenses de formation, les honoraires payables à ses conseillers en investissements ou aux directeurs responsables des investissements; aux comptables, dépositaire, agent domiciliataire, d'enregistrement et de transfert, agents de paiement et représentants permanents aux endroits d'enregistrement, et/ou à tout autre agent employé par la Société, les jetons de présence des administrateurs et leurs débours raisonnables, les frais liés à la cotation des actions de la Société sur tout marché réglementé, les frais liés aux actions de la Société qui sont cotés sur un autre marché réglementé, les honoraires au titre des services juridiques et de révision, des dépenses de promotion, d'imprimerie, de préparation de rapports y compris les frais de publicité de préparation ou d'imprimerie de prospectus ou de tout autre document de vente, de déclarations d'enregistrement; les taxes ou frais gouvernementaux et toutes autres dépenses de fonctionnement y compris les frais d'achat et de vente d'avoirs, intérêts, frais bancaires et d'argent de change, les envois par poste, téléphone et télex.

Aux fins d'évaluation de ces engagements, le Conseil pourra dûment tenir compte des dépenses administratives et autres qui ont un caractère régulier ou périodique en les évaluant à l'année ou pour toutes autres périodes et en divisant le montant en question proportionnellement aux divisions appropriées de ladite période.

Lorsque les intérêts de la Société ou de ses actionnaires le justifient (par exemple pour la prévention des pratiques de market timing), le Conseil pourra prendre toutes les mesures appropriées, telles que l'application d'une tarification à la juste valeur pour ajuster la valeur des avoirs de la Société, ainsi que plus amplement décrit dans la documentation de vente de la Société.

C. Il sera établi pour chaque catégorie d'actions une (1) masse commune d'actifs de la manière suivante:

- a) Les produits résultant de l'émission de chaque catégorie d'actions seront attribués, dans les livres de la Société, à la masse des actifs constituée pour cette catégorie d'actions et les actifs, les engagements, les recettes et les dépenses relatifs à cette catégorie d'actions seront attribués à cette masse d'actifs conformément aux dispositions du présent article;
- b) Si un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, à la même masse à laquelle appartient l'avoir dont il découlait et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la masse à laquelle cet avoir appartient;
- c) Lorsque la Société prend un engagement en relation avec un avoir d'une masse déterminée ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'une masse déterminée, cet engagement sera attribué à la masse concernée; et
- d) Dans le cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à une masse déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les masses du prorata de la Valeur Nette d'Inventaire du nombre total d'actions de chaque masse émises, étant entendu que tous montants insignifiants peuvent être répartis également entre toutes les masses d'actifs.

Le Conseil peut attribuer des dépenses importantes d'une manière qu'il considère comme équitable et raisonnable après avoir consulté le réviseur d'entreprises de la Société.

À la date de détermination de la personne ayant droit aux dividendes déclarés pour une catégorie d'actions, la Valeur Nette d'Inventaire de cette catégorie sera réduite ou augmentée du montant des dividendes, en fonction de la politique de distribution de la catégorie concernée.

Si la Société, tel que plus amplement décrit à l'article 5 des présents Statuts, a créé au sein d'une même catégorie d'actions deux ou plusieurs sous-catégories, les règles d'imputation stipulées ci-dessus s'appliqueront mutatis mutandis à ces sous-catégories.

D. Chaque masse d'actif et de passif consistera dans un portefeuille de valeurs mobilières et d'autres actifs dans lesquels la Société est autorisée à investir et les droits attachés à chaque catégorie d'actions au sein de la même masse changera selon les règles stipulées ci-dessous.

De plus, la Société peut détenir dans chaque masse pour une ou plusieurs catégories spécifiques d'actions, des actifs spécifiques à la catégorie et les conserver séparément du portefeuille commun à toutes les catégories relatives à cette masse et il peut y avoir des obligations spécifiques à cette ou à ces catégories.

La proportion du portefeuille qui sera commune à la catégorie relative à la même masse et qui sera imputable à chaque catégorie d'actions sera déterminée en tenant compte des émissions, des rachats, des distributions, ainsi que des paiements de dépenses ou de recettes spécifiques à la catégorie considérée ou de la réalisation de produits dérivés d'actifs spécifiques à la classe considérée, les règles d'évaluation figurant ci-dessous étant mutatis mutandis d'application.

Le pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire du portefeuille commun d'une masse quelconque à affecter à chaque catégorie d'actions sera déterminé comme suit:

- 1) initialement, le pourcentage de l'actif net du portefeuille commun à affecter à chaque catégorie sera proportionnel au nombre d'actions respectif de chaque catégorie au moment de la première émission d'actions d'une nouvelle catégorie;
- 2) le prix d'émission perçu lors de l'émission des actions d'une catégorie spécifique sera affecté au portefeuille commun et cela se traduira par une augmentation de la proportion du portefeuille commun attribuable à la catégorie concernée;
- 3) si pour une catégorie, la Société acquiert des actifs spécifiques ou paie des charges spécifiques (y compris une portion des dépenses excédant celles payables par d'autres catégories d'actions), ou effectue des distributions spécifiques, ou verse le prix de rachat relatif aux actions d'une catégorie spécifique, la proportion du portefeuille commun attribuable à cette catégorie sera réduite à concurrence du coût d'acquisition de ces actifs spécifiques à la catégorie concernée, des dépenses spécifiques payées pour cette catégorie, des distributions effectuées sur les actions de cette catégorie ou du prix de rachat payé pour le rachat d'actions de cette catégorie;
- 4) la valeur des actifs spécifiques à une catégorie et le montant des engagements spécifiques à cette même catégorie seront attribués uniquement à la catégorie d'actions à laquelle ces actifs et ces engagements se réfèrent et cela augmentera ou diminuera la valeur nette d'inventaire par action de cette catégorie d'actions spécifique.

E. Afin de déterminer la Valeur Nette d'Inventaire par action, la Valeur Nette d'Inventaire attribuable à chaque catégorie d'actions est divisée par le nombre d'actions de la catégorie correspondante émises et en circulation au Jour d'Évaluation correspondant. La Valeur Nette d'Inventaire pourra être ajustée ainsi que le Conseil ou son délégué le jugent approprié afin de tenir compte, entre autres, de tous commission de vente incluant les écarts dans les frais de vente, les charges fiscales et le potentiel impact sur le marché résultant de transactions d'actionnaires.

F. Aux fins d'évaluation dans le cadre de cet article:

- (a) les actions de la Société devant être rachetées en vertu de l'article 21 ci-dessus, seront considérées comme des actions émises et seront prises en considération immédiatement après l'heure fixée par le Conseil au Jour d'Évaluation où l'évaluation est faite et seront, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérées comme un engagement de la Société;
- (b) tous les investissements, soldes en espèces et autres actifs de la Société exprimés dans des devises autres que la devise de référence dans laquelle la Valeur Nette d'Inventaire par action de la catégorie d'actions concernée est calculée, seront évalués en tenant compte des taux de change en vigueur au jour et à l'heure de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie respective des actions en question; et
- (c) il sera, dans la mesure du possible, donné effet, lors de chaque Jour d'Évaluation, à tous achats ou ventes de valeurs mobilières contractés par la Société lors de ce Jour d'Évaluation;

Art. 24. Chaque fois que la Société offre des actions en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et vendues, sera basé sur le prix de souscription tel que défini ci-dessus pour la catégorie d'actions considérée. Le prix ainsi déterminé sera payable au cours d'une période fixée par le Conseil et qui n'excédera pas dix (10) jours bancaires ouvrables après la date à laquelle le prix de souscription applicable a été déterminé.

En outre, un prélèvement dilutif pourra être imposé sur les offres tel que spécifié dans la documentation de vente de la Société. Ces prélèvements dilutifs ne doivent pas dépasser un certain pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire déterminé périodiquement par le Conseil et publié dans la documentation de vente de la Société. Ce prélèvement dilutif sera calculé en tenant compte des coûts estimatifs, des dépenses et de l'impact potentiel sur le cours des valeurs mobilières qui pourraient être supportés pour répondre à des demandes d'achat.

Le prix de souscription (ne comprenant pas d'éventuelles commissions de vente) peut, sur approbation du Conseil et en vertu des lois applicables, notamment en ce qui concerne le rapport d'audit établi par le réviseur d'entreprises de la Société confirmant la valeur de tout apport en nature, être payé par un apport à la Société consistant en des valeurs mobilières acceptables pour le Conseil et conformes à la politique d'investissement et aux restrictions d'investissements de la Société.

Art. 25.

1. Le Conseil peut investir et gérer tout ou partie des masses communes d'actifs constituées pour une ou plusieurs catégories d'actions (dénommées ci-après les "Fonds participants") s'il convient d'appliquer cette formule en tenant compte des secteurs de placement considérés. Toute masse d'actifs étendue ("Masse d'actifs étendue") sera d'abord constituée en y transférant de l'argent ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-dessous) d'autres actifs émanant de chacun des Fonds participants. Par la suite, le Conseil pourra ponctuellement effectuer d'autres transferts venant s'ajouter à la Masse d'actifs étendue. Le Conseil peut également transférer des actifs de la Masse d'actifs étendue au Fonds participant concerné. Les actifs autres que des liquidités ne peuvent être affectés à une Masse d'actifs étendue que dans la mesure où ils entrent dans le cadre du secteur de placement de la Masse d'actifs étendue concernée.

2. La contribution d'un Fonds participant dans une Masse d'actifs étendue sera évaluée par référence à des parts fictives ("parts") d'une valeur équivalente à celle de la Masse d'actifs étendue. Lors de la constitution d'une Masse d'actifs étendue, le Conseil déterminera, à sa seule et entière discrétion, la valeur initiale d'une part, cette valeur étant exprimée dans la devise que le Conseil estime appropriée et sera affectée à chaque part de fonds participant ayant une valeur totale égale au montant des liquidités (ou à la valeur des autres actifs) apportées. Les fractions de parts, calculées tel que spécifié dans

la documentation de vente, seront déterminées en divisant la valeur nette d'inventaire de la Masse d'actifs étendue (calculée comme stipulé ci-dessous) par le nombre de parts subsistantes.

3. Si des liquidités ou des actifs sont apportés à une Masse d'actifs étendue ou retirés de celle-ci, l'affectation de parts du Fonds participant concerné sera, selon le cas, augmentée ou diminuée à concurrence d'un nombre de parts déterminé en divisant le montant des liquidités ou la valeur des actifs apportés ou retiré par la valeur actuelle d'une part. Si un apport est effectué en liquide, il peut être traité aux fins de ce calcul comme étant réduit à concurrence d'un montant que le Conseil considère approprié et de nature à refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'achat susceptibles d'être encourus par l'investissement des liquidités concernées. Dans le cas d'un retrait en liquide, un ajout correspondant peut être effectué afin de refléter les coûts susceptibles d'être encourus par la réalisation des valeurs mobilières et autres actifs faisant partie de la Masse d'actifs étendue.

4. La valeur des actifs apportés, retirés ou faisant partie à tout moment d'une Masse d'actifs étendue et la valeur nette d'inventaire de la Masse d'actifs étendue seront déterminées, mutatis mutandis, conformément aux dispositions de l'article 23, à condition que la valeur des actifs dont mention ci-dessus soit déterminée le jour ou a lieu ledit apport ou retrait.

5. Les dividendes, intérêts ou autres distributions ayant le caractère d'un revenu perçus dans le cadre des actifs d'une Masse d'actifs étendue seront crédités immédiatement aux Fonds participants, à concurrence des droits respectifs attachés aux actifs faisant partie de la masse d'actifs étendue au moment de leur perception.

Art. 26. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception de la première année sociale qui commence le jour de la constitution et qui se termine le 31 décembre 2010. Les comptes de la Société seront exprimés en euros ou dans toute autre devise ou devises pouvant être déterminée par le Conseil suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires. Lorsqu'existeront différentes catégories d'actions, telles que prévues à l'article 5 des présents Statuts, et si les comptes de ces catégories sont exprimés dans des monnaies différentes, ces comptes seront convertis en USD et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.

Art. 27. L'assemblée générale des actionnaires décidera, sur proposition du Conseil, pour chaque catégorie d'actions, de l'usage à faire du solde du revenu net annuel des investissements.

Les avoirs nets de la Société peuvent faire l'objet d'une distribution à condition que le capital minimal de la Société, tel que défini par l'article 5 ci-dessus, soit maintenu.

La distribution du revenu net des investissements, telle qu'énoncée ci-dessus, se fera indépendamment de tous gains ou pertes en capital réalisés ou non réalisés. De plus, des dividendes peuvent comprendre des gains en capital réalisés ou non réalisés après déduction de pertes en capital réalisées ou non réalisés.

Les dividendes peuvent en outre, si le Conseil en décide de telle façon, pour chacune des catégories d'actions, comprendre une affectation provenant d'un compte d'égalisation de dividendes qui pourra être maintenu en rapport avec chaque catégorie d'actions et qui, en ce cas, sera crédité en cas d'émission d'actions et débité en cas de rachat d'actions d'un montant calculé par référence au revenu accru attribuable à ces actions.

Toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur la distribution de dividendes aux actions d'une catégorie d'actions, devra être préalablement approuvée par les actionnaires de cette catégorie d'actions votant à la même majorité qu'indiquée ci-dessus.

Des dividendes intérimaires peuvent à tout moment être payés pour les actions de toute catégorie d'actions par décision du Conseil.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans la devise de référence de la catégorie d'actions concernée ou dans toute autre devise choisie par le Conseil, et pourront être payés en temps et lieu déterminés par le Conseil. Le Conseil peut librement déterminer le cours de change applicable pour convertir les dividendes dans la devise de paiement.

Le Conseil peut décider que les dividendes des actions nominatives seront automatiquement réinvestis quelle que soit la catégorie d'actions considérée, à moins que l'actionnaire habilité à recevoir une distribution en espèces ne choisisse de percevoir des dividendes. Quoi qu'il en soit, aucun dividende ne sera distribué si son montant est inférieur à un montant décidé ponctuellement par le Conseil et publié dans la documentation de vente de la Société. Ce montant sera dans ce cas automatiquement réinvesti.

Art. 28. La Société désignera une banque dépositaire qui sera responsable de la garde en lieu sûr des actifs de la Société. La banque dépositaire sera désignée sous réserve d'accepter les conditions suivantes:

(a) la banque dépositaire continuera à exercer ses activités de dépositaire jusqu'à ce qu'une nouvelle banque dépositaire soit désignée par le Conseil;

(b) la Société s'abstiendra de mettre un terme au contrat conclu avec la banque dépositaire sauf si elle désigne une nouvelle banque dépositaire ou si la banque dépositaire est liquidée, devient insolvable ou est placée sous administration judiciaire ou si la Société estime qu'il y a un risque d'essuyer une perte ou que des actifs de la Société encourent le risque d'être détournés s'il n'était pas mis fin au contrat de dépositaire.

Art. 29. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires statuant sur la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Le produit net de liquidation de chaque catégorie

d'actions sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires de ladite catégorie d'actions en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans cette catégorie.

Art. 30. Les présents Statuts peuvent être de temps à autre modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise en matière de majorité et de quorum requis. Toute modification affectant les droits des actionnaires d'une catégorie d'actions par rapport à ceux des autres catégories d'actions fera en outre l'objet d'un vote soumis aux mêmes exigences de quorum et de majorité pour chaque catégorie d'actions concernée.

Article 31. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, sont régies par les dispositions de la Loi de 1915 et la Loi, telle que modifiée de temps à autre.

Souscription et Paiement

Les présentes Statuts ayant été dressés par la partie comparante, celle-ci a souscrit le nombre d'actions et a libéré en espèces les montants indiqués ci-après:

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital souscrit par action
Renaissance Investment Management (UK) Limited	310	EUR 100
TOTAL	310	EUR 31.000,-

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur du présent acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent environ à EUR 3.000,-.

Assemblée générale des actionnaires

L'actionnaire unique, représentant le capital souscrit en entier a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes ont été nommées Administrateurs pour un terme prenant fin à la date de la prochaine assemblée générale annuelle:

Nom	Profession	Adresse professionnelle
Ashar Qureshi	Executive Vice Chairman, Renaissance Group	One Angel Court, Cophthall Avenue, Londres, EC2R 7HJ, Royaume Uni
Adrian Harris	Head of Distribution and Investor Relations, Renaissance Asset Managers	One Angel Court, Cophthall Avenue, Londres, EC2R 7HJ, Royaume Uni
Hans Jochum Horn	Deputy Chief Executive Officer, Renaissance Group	10 Presnenskaya nab., Moscow, 123317, Russie.
Richard Goddard	Independent Company Director	19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
Marios Hadjiyiannakis	Head of the Cyprus Office, Renaissance Capital	27 Pindarou Street, 1060 Nicosia, Chypre.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé au 6, route de Trèves, L-2633, Senningerberg, Luxembourg.

Troisième résolution

A été nommé réviseur d'entreprises pour un terme prenant fin à la date de la prochaine assemblée générale annuelle: Ernst & Young, 7 Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte, en ce y compris les Statuts, est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française; à la requête des parties comparantes et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi en tout temps.

Et après lecture faite au mandataire de la parte comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.B. JUVIN – H. HELLINKCX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juin 2010. Relation: LAC/2010/25677. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le quatorze juin de l'an deux mille dix.

Référence de publication: 2010072286/1672.

(100084895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2010.

Stealth Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.211.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 22 décembre 2009 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Yum! Restaurants International Management S.à r.l. les 1,250,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Yum! Restaurants International Management S.à r.l. domicilié à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg détient 1,250,000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.01 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stealth Investments S. à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010066985/18.

(100064446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Sunhill Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.213.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 22 décembre 2009 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Yum! Restaurants International Management S.à r.l. les 1,250,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Yum! Restaurants International Management S.à r.l. domicilié à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg détient 1,250,000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.01 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sunhill Holdings S. à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010066986/18.

(100064449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

European Steelholding Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 13.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010059010/9.

(100073494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2010.

Brownstone Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.212.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 22 décembre 2009 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Yum! Restaurants International Management S.à r.l. les 1,250,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Yum! Restaurants International Management S.à r.l. domicilié à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg détient 1,250,000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.01 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Brownstone Holdings S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010066987/18.

(100064454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Ayala, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 150.418.

Extrait du procès-verbal

de l'assemblée générale extraordinaire du 20 avril 2010

Première résolution

L'Assemblée après avoir délibéré décide à l'unanimité la révocation de Monsieur Philippe LEPRETRE de ses mandats d'Administrateur Unique et ce à effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité d'appeler à la fonction d'administrateur unique Monsieur Fernand BLUM, demeurant L-7381 Bofferdange, 31, Cité Roger Schmitz et ce à compter du 20 avril 2010 jusqu'à la l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Signature / Signature / Signature

Le président / Le scrutateur / La secrétaire

Référence de publication: 2010066989/20.

(100064484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Ak Bars Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 110.829.

Extrait des résolutions adoptées lors du Conseil d'Administration du 4 mai 2010:

- Le mandat de Réviseur d'Entreprises de la Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à.r.l., 17, rue des Jardiniers, L-1026 Luxembourg enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 96.848 est renouvelé.

- Le nouveau mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2010 statuant sur les comptes annuels de 2009.

Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2010066960/15.

(100063802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Mary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 68.402.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 avril 2010

Les mandats d'administrateurs de la société EDIFAC S.A., de Madame Claudine BOULAIN et de Madame Sandrine ANTONELLI viennent à échéance lors de cette assemblée générale annuelle.

Les titulaires se représentent à vos suffrages. Les mandats d'administrateurs de la société EDIFAC S.A., de Madame Claudine BOULAIN et de Madame Sandrine ANTONELLI sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2015.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de TRUSTAUDIT S.à.R.L. (anciennement TRUSTAUDIT S.A.) vient à échéance lors de cette assemblée générale annuelle.

Le titulaire se représente à vos suffrages. Le mandat de TRUSTAUDIT S.à.R.L., Commissaire aux comptes est reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée Générale constate le changement de forme juridique de la société TrustAudit Sarl, Commissaire aux Comptes, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Maître Karine REUTER le 3 décembre 2008.

Conformément à la Loi du 25 août 2006 - «Art. 51 & 51 bis», publié au MEMORIAL, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg (Recueil de Législation) sous le n° A-N° 152 du 31 août 2006, l'assemblée générale accepte de désigner comme représentant permanent pour une durée indéterminée en remplacement de Mme Sandrine ANTONELLI, avec prise d'effet au 16 avril 2008:

Mlle Claire SABBATUCCI, employée privée, née le 24 juin 1984 à Thionville (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Mademoiselle Claire SABBATUCCI exécutera sa mission de représentant permanent au nom et pour le compte de la société EDIFAC S.A.

Extrait sincère et conforme

MARY S.A.

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010066977/31.

(100064112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Eclogan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.253.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2010

Conformément à la Loi du 25 août 2006 - «Art. 51 & 51 bis», publié au MEMORIAL, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg (Recueil de Législation) sous le n° A-N° 152 du 31 août 2006, l'assemblée générale accepte de désigner comme représentant permanent pour une durée indéterminée en remplacement de Mme Sandrine ANTONELLI, avec prise d'effet au 16 avril 2008:

Mlle Claire SABBATUCCI, employée privée, née le 24 juin 1984 à Thionville (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Mademoiselle Claire SABBATUCCI exécutera sa mission de représentant permanent au nom et pour le compte de la société ADVISA S.A.

L'Assemblée Générale constate le changement de forme juridique de la société TrustAudit Sarl, Commissaire aux Comptes, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Maître Karine REUTER le 3 décembre 2008.

Extrait sincère et conforme

ECLOGAN S.A.

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010066978/22.

(100064137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Albanel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 20.230.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 avril 2010

L'assemblée ratifie la décision du Conseil d'Administration du 7 mai 2009 de coopter aux fonctions d'administrateur Madame Sandrine ANTONELLI en remplacement de Monsieur Luc VERELST, administrateur révoqué. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Les mandats d'administrateurs de la société EDIFAC S.A., de Madame Claudine BOULAIN et de Madame Sandrine ANTONELLI viennent à échéance lors de cette assemblée générale annuelle.

Les titulaires se représentent à vos suffrages. Les mandats d'administrateurs de la société EDIFAC S.A., de Madame Claudine BOULAIN et de Madame Sandrine ANTONELLI sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2015.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de TRUSTAUDIT S.à.R.L. (anciennement TRUSTAUDIT S.A.) vient à échéance lors de cette assemblée générale annuelle.

Le titulaire se représente à vos suffrages. Le mandat de TRUSTAUDIT S.à.R.L., Commissaire aux comptes est reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée Générale constate le changement de forme juridique de la société TrustAudit Sarl, Commissaire aux Comptes, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Maître Karine REUTER le 3 décembre 2008.

Conformément à la Loi du 25 août 2006 - «Art. 51 & 51 bis», publié au MEMORIAL, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg (Recueil de Législation) sous le n° A-N° 152 du 31 août 2006, l'assemblée générale accepte de désigner comme représentant permanent pour une durée indéterminée en remplacement de Mme Sandrine ANTONELLI, avec prise d'effet au 16 avril 2008:

Mlle Claire SABBATUCCI, employée privée, née le 24 juin 1984 à Thionville (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Mademoiselle Claire SABBATUCCI exécutera sa mission de représentant permanent au nom et pour le compte de la société EDIFAC S.A.

Extrait sincère et conforme

ALBANEL S.A.

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010066975/36.

(100064031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Natal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 151.099.

—
Changement suivant le contrat de cession de parts du 1^{er} avril 2010:

- Ancienne situation associée:

ECOREAL SA.: 250 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

La fondation privée Travis Go Private Foundation, enregistrée auprès du Registre de Commerce de Curaçao sous le numéro 118790, avec siège social à 1, Berg Arrarat, Willemstad, Antilles Néerlandaises: 250 parts sociales

Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pour avis sincère et conforme

Pour NATAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010066976/17.

(100064039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Lear West European Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 180.040.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 102.878.

—
- L'adresse des Gérants de catégorie A suivants est modifiée comme suit:

Monsieur Robert Hooper, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Monsieur Paul Jefferson, administrateur de catégorie A ayant son siège social au 1, rue du Petit Clamart, F-78941 Vélizy Cedex

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour Lear West European Operations

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010066964/18.

(100063717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Recylux Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4832 Rodange, 462, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 19.793.

—
Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Roland Metzler a démissionné de son mandat d'administrateur de la société et ce avec effet au 1^{er} mai 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rodange, le 5 mai 2010.

Signature

Le mandataire de la société

Référence de publication: 2010066968/13.

(100063890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Simauchan Development S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 45.961.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 13 avril 2010 à 15.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance lors de la présente assemblée.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Madame Nelly Noël 121, rue de Rollingergrund L-2440 Luxembourg au poste d'administrateur.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Monsieur Pierre-Paul Boegen 65 rue de Freylange B-6700 au poste d'administrateur.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nomme EP INTERNATIONAL ayant son siège social au 20, rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg au poste de Commissaire aux Comptes.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels arrêtés au 31.12.2010

Pour copie extrait

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010066992/21.

(100064216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Société Civile Immobilière Lambert Schroeder, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 29, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg E 3.350.

—
EXTRAIT

Il résulte de 4 actes de cessions de parts du 13 août 2008 enregistrés le 29 décembre 2008, que:

1) Madame Joan DUPONG a cédé ses 20 parts de la Société Civile Immobilière Lambert Schroeder à Monsieur Olivier ROSSY,

2) Monsieur Philippe DUPONG a cédé ses 10 parts de la Société Civile Immobilière Lambert Schroeder à Madame Henriette DUPONG,

3) Monsieur Henri DUPONG a cédé ses 10 parts de la Société Civile Immobilière Lambert Schroeder à Madame Henriette DUPONG,

4) Monsieur Lambert DUPONG a cédé ses 10 parts de la Société Civile Immobilière Lambert Schroeder à Madame Henriette DUPONG,

de sorte que la nouvelle répartition des parts dans la société est la suivante:

Mme Marie-Thérèse DUPONG, demeurant à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, 540 parts,

Mme Henriette DUPONG, épouse Olivier ROSSY, demeurant à L-7227 Bereldange, Am Gronn, 780 parts,

M. Jacques KAUFFMAN, demeurant à L-1117 Luxembourg, 61, rue Albert I^{er}, 20 parts,

M. Jean KAUFFMAN, demeurant à L-1544 Luxembourg, 5, rue Funck Brentano, 20 parts,

Mme Marie-Elisabeth KAUFFMAN, épouse NEUEN, demeurant à L-1420 Luxembourg, 286, avenue Gaston Diderich, 20 parts,

Mme Marie-Christine KAUFFMAN, demeurant à L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume, 20 parts,

M. Olivier ROSSY, demeurant à L-7227 Bereldange, Am Gronn, 200 parts.

Total des parts: 1.600.

Luxembourg, le 23 avril 2010.

Pour extrait conforme

Olivier ROSSY

Référence de publication: 2010066983/30.

(100064390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

T. Rowe Price (Luxembourg) Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 33.422.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2010.

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Company Administration

Signature

Référence de publication: 2010066981/13.

(100064256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

France Property Holdco III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 136.755.

Les comptes abrégés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 7 mai 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010070260/10.

(100065115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.

PromoWallis, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Bertrange, 209, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 142.203.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2010070229/13.

(100064891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.

European Card Services (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 148.419.

Extrait du procès-verbal du Conseil de gérance tenu à Luxembourg le 29 avril 2010

Résolution

Le Conseil de gérance décide à l'unanimité de transférer le siège social du 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 26 mars 2010.

Pour extrait conforme
Daphné Ribot / Halsey S.à r.l.
Gérante / Gérant

Référence de publication: 2010070213/14.

(100065170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.

European Testing Services (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 147.383.

Extrait du procès-verbal du Conseil de gérance tenu à l'adresse du siège social le 29 avril 2010

Résolution

Le Conseil de gérance décide à l'unanimité de transférer le siège social du 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 26 mars 2010.

Pour extrait conforme
Daphné Ribot / Halsey S.à r.l.
- / *Gérant*
Gérante / Signature

Référence de publication: 2010070214/15.

(100065145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.

TR Marketing & Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 112.042.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 7 mai 2010.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2010068037/11.

(100064361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Sub Lecta 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 72.206.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 avril 2010.

Résolutions

Les mandats des administrateurs venant à échéance, l'assemblée décide de les élire comme suit:

Conseil d'administration

MM. - Santiago Ramirez Larrauri, demeurant à C/José Ortega y Gasset, 25-. E-28006 Madrid (Espagne), président et administrateur;

- Paolo Mattei, demeurant 35 Via S. Sisto, I-38062 Arco (TN) (Italie), administrateur;
- Andrea Minguzzi, demeurant à 107, Rue de Percke, B-1180 Bruxelles (Belgique), administrateur;
- Francisco Rudilla Molina, demeurant à 331 Carrer de Llull, E-08019 Barcelona (Espagne), administrateur;
- Giorgio De Palma, demeurant Via Senato 12, I-20121 Milan (Italy), administrateur;
- Francisco Javier de Jaime y Guijarro, demeurant à C/José Ortega y Gasset, 25 -, E-28006 Madrid (Espagne), administrateur;

- Luigi Lanari, demeurant à Via Senato 12, I-20121 Milan (Italie), administrateur;

- Bruce Hardy McLain, demeurant à 35 New Bridge Street, EC4V6BW Londres (Grande-Bretagne), administrateur;

Mmes - Emanuela Brero, employée privée, demeurant 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, administrateur;

- Bénédicte Moens Colleaux, employée privée, demeurant 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, administrateur; pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le nommer comme suit:

Commissaire aux comptes

Ernst & Young, 7 Parc d'Activité Syrdall, 5365 Munsbach, Luxembourg pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010068033/34.

(100064018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Strategic Asset Management Group Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 103.994.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la société tenue en date du 4 mai 2010 à 14.00 heures au siège social de la société

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale prend acte que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à expiration à l'issue de cette Assemblée. Elle décide de renouveler les mandats d'administrateur de Monsieur Didier Mc Gaw et de Monsieur Jacques Benzeno pour une nouvelle durée de six ans. L'Assemblée décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur André Lutgen et de nommer en son remplacement - pour une durée de six ans - Monsieur Stéphane Lataste, Avocat à la Cour, né le 14 janvier 1965 à Laval, France, demeurant à 39, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg. L'Assemblée Générale décide également de renouveler le mandat du commissaire L'Alliance Révision S.à r.l. pour une nouvelle durée de six ans.

Pour extrait sincère et conforme

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010068032/19.

(100063613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Kulczyk Real Estate Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.942.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 10 février 2010, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 mars 2010.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2010070227/13.

(100064904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.

Springwater Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 108.487.

In the year two thousand ten,
on the twenty-eighth day of April.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), was held an extraordinary general meeting of the partners of "SPRINGWATER HOLDINGS, S.à r.l." (the "Company"), established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 108 487, incorporated pursuant to notarial deed enacted by the undersigned notary, on 08 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1124 of 31 October 2005.

The Articles of Incorporation of the Company have never been amended since.

The meeting is declared opened in the chair by Mrs Angelina SCARCELLI, employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary of the meeting Mrs Sofie VAN HERZEELE, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr François MANTI, employee, with professional address in Luxembourg

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The partners present or represented, the proxies of the partners represented and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, having been signed by the partners present, the proxy holders representing partners, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented partners after having been initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

II) It appears from the attendance list, that all the shares are in attendance or are represented at the present extraordinary general meeting.

III) The present meeting is regularly constituted and can decide validly on its agenda, of which the partners declare having been preliminary advised. The partners waive all notice periods and notice requirements in respect of this meeting.

IV) The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of "Deering Management Corp.", a company incorporated and existing under the laws of Belize, with registered office at Withfield Tower, Third Floor, 4792 Cooney Drive, P.O. Box 1777 Belize City, Belize, as the liquidator.
3. Determination of the powers to be given to the liquidator.
4. Miscellaneous.

V) After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions:

First resolution

The general meeting RESOLVES to dissolve and put the Company into liquidation.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Second resolution

The general meeting RESOLVES to appoint as sole liquidator:

"Deering Management Corp.", a company incorporated and existing under the laws of Belize, with registered office at Withfield Tower, Third Floor, 4792 Cooney Drive, P.O. Box 1777 Belize City, Belize.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Third resolution

The general meeting RESOLVES to grant to the liquidator the powers and authority such as provided by article 144 of the Luxembourg company law.

The liquidator is authorised and empowered to carry out all transactions provided in article 145 of the Luxembourg company law without the authorisation of the general meeting of partners where such authorisation is required.

The liquidator may relieve the registrar of mortgages from proceeding ex officio to a registration; waive all property and similar rights, charges, liens, mortgages, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, lien, mortgage, seizure, attachment or other opposition. The liquidator is dispensed from drawing up an inventory and he may rely on the company's accounts.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Fourth resolution

The general meeting RESOLVES that unless otherwise provided by the shareholders' meeting, the Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the single signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Nothing else being on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof, the present original deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, said appearing persons signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-huit avril.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de "SPRINGWATER HOLDINGS, S.à r.l." (la "Société"), établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108 487,

constituée par acte notarié reçu par le notaire soussigné, en date du 08 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1124 du 31 octobre 2005.

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis.

La séance est déclarée ouverte sous la présidence de Madame Angelina SCARCELLI, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sofie VAN HERZEELE, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François MANTI, employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

II) Qu'il résulte de ladite liste de présence que tous les associés sont présents ou représentés à la présente assemblée générale extraordinaire.

III) Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les associés déclarent avoir eu préalablement connaissance. Les associés renoncent aux délais et formalités de convocation concernant ladite assemblée.

IV) Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation.
2. Nomination de "Deering Management Corp.", une société constituée et existant sous les lois de Belize, avec siège social à Withfield Tower, Third Floor, 4792 Cooney Drive, P.O. Box 1777 Belize City, Belize, comme liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur.
4. Divers.

V) Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour.

Après délibération, le Président met aux voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale DECIDE la mise en liquidation de la Société.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'assemblée générale DECIDE de nommer comme seul liquidateur:

"Deering Management Corp.", une société constituée et existant sous les lois de Belize, avec siège social à Withfield Tower, Third Floor, 4792 Cooney Drive, P.O. Box 1777 Belize City, Belize.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée générale DECIDE de conférer au liquidateur les pouvoirs et mandats prévus par l'article 144 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Le liquidateur est autorisé à accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la Loi et il est investi de tous les pouvoirs nécessaires sans qu'une autorisation de l'assemblée générale des associés, lorsqu'elle est requise, soit nécessaire.

Le liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de procéder à une inscription d'office; il peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, sûretés ou hypothèques ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, sûreté, hypothèque, saisie ou autre opposition. Le liquidateur est dispensé de l'obligation de tenir un inventaire et peut se fonder sur les comptes de la société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'assemblée générale DECIDE qu'en l'absence d'autres décisions prises par l'assemblée des associés, la Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent procès verbal est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant, sur demande des mêmes comparants, faire foi en cas de divergence avec la version française.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les mêmes comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. SCARCELLI, S. VAN HERZEELE, F. MANTI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 mai 2010. Relation: EAC/2010/5156. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010067042/144.

(100064090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Amadelux International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.629.

—
EXTRAIT

En date du 5 mai 2010, l'associé unique de la Société a accepté les démissions de tous les gérants actuels de la société:

- M. Denis Villafranca, en tant que gérant de classe A. et M. Stuart McAlpine, en tant que gérant de classe B, avec effet au 30 avril 2010,

- M. Pierre Stemper, en tant que gérant de classe A, et Mme Danièle Arendt, en tant que gérant de classe B, avec effet au 5 mai 2010,

et de nommer en tant que nouveaux gérants de la Société avec effet au 5 mai 2010 et pour une durée indéterminée:

- M. Armand de Biase, né le 15 juin 1975, à Metz, France, demeurant professionnellement à 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

- M. Pascal Verdin-Pol, né le 23 janvier 1964 à Algrange, France, demeurant professionnellement à 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

- M. Thomas Dewé, né le 14 janvier 1977 à Rocourt, Belgium, demeurant professionnellement à 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010066979/25.

(100064343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Immobilière de Sanem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 107.205.

—
L'an deux mille dix, le dix neuf avril.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Immobilière de Sanem S.A. une société anonyme, ayant son siège social à 133, route de Diekirch, L-7220 Walferdange, constituée le 24 mars 2005, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 107.205.

L'assemblée est présidée par Victor Elvinger, avocat à la cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich,

Le président désigne comme secrétaire Sévrine Silvestro, avocat à la cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich,

L'assemblée choisit comme scrutateur Catherine Dessoy, avocat à la cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich,

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 1.200 (mille deux cents) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Walferdange à Luxembourg.

2. Suppression des catégories d'actions ainsi que toute référence y relative prévues par les statuts.

3. Modification subséquente des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

62304

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Walferdange à Luxembourg. Le siège social est désormais établi à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer les catégories d'actions ainsi que toute référence y relative prévues par les statuts.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier en conséquence des résolutions qui précèdent les articles 2, 5, 7, 9 et 10 des statuts comme suit:

- L'alinéa 1^{er} de l'article 2 "Le siège social est établi à Luxembourg"

- " **Art. 5.** Le capital social est fixé à 120.000,- EUR (cent vingt mille euros) divisé en 1.200 (mille deux cents) actions d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune.

- Modification de l'alinéa 2 de l'article 7: "Dans les quinze jours de la réception de l'avis de cession le conseil d'administration transmet la copie de l'avis de cession par lettre recommandée aux autres actionnaires."

- Suppression de l'alinéa 4 de l'article 7.

- Modification de l'alinéa 5 de l'article 7: "L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les quinze jours de la réception de l'avis de cession envoyé conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de cet article, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire de quinze jours commençant à courir à l'expiration du délai de quinze jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe."

- " **Art. 9.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Ils sont rééligibles et toujours révocables. Sauf si l'assemblée n'en décide autrement la durée du mandat est de six ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive."

- Modification du dernier alinéa de l'article 10: "La société se trouve engagée par la signature de son administrateur-délégué ou par la signature collective de deux administrateurs."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: V. ELVINGER, S. SILVESTRO, C. DESSOY, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 23 avril 2010. Relation: LAC/2010/17763. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2010.

Référence de publication: 2010067076/68.

(100063993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2010.

Sonara S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 148.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010070426/9.

(100065263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2010.
